



EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2021
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.

Sommaire

- 5 Message des actionnaires
- 6 Message du Comité exécutif

8 | Gouvernement d'entreprise

- 9 Introduction
- 10 Structure du Groupe
et actionariat
- 13 Structure du capital
- 15 Conseil d'Administration
- 24 Direction générale
- 31 Rémunérations,
participations et prêts
- 34 Droits de participation
des actionnaires
- 35 Prise de contrôle
et mesures de défense
- 36 Organe de révision
- 37 Politique d'information

38 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 38 Chiffres-clés
- 39 Rapport
du Conseil d'Administration
- 44 Rapport de l'organe de révision
- 46 Bilan consolidé
- 48 Compte de résultat consolidé
- 49 État des capitaux propres
consolidés
- 50 Tableau des flux de trésorerie
consolidé
- 52 Annexe aux comptes consolidés
- 62 Informations relatives au bilan

88 | Adresses

Message des actionnaires

L'année 2021 aura été celle de la résilience. Le décès de mon époux Benjamin de Rothschild, en janvier, a plongé notre famille et notre groupe dans une profonde tristesse. S'en est suivie une alternance de phases d'espoir et d'attente au gré de la diffusion des vaccins, de la réouverture des économies et de l'apparition de nouveaux variants. Elle s'est achevée sur de belles performances enregistrées par le Groupe qui a accéléré son développement tout en maintenant son cap stratégique. Notre dynamique commerciale a été forte sur l'ensemble des activités et des géographies, portée par des marchés bien orientés. Ces résultats dans un environnement complexe sont le plus bel hommage que nous pouvions rendre à Benjamin. Nous avons respecté collectivement sa volonté de construire un groupe bancaire solide, portant une vision de la finance conciliant performance et impact sociétal.

Nos efforts continus pour bâtir une vision et une stratégie fondées sur l'analyse et la compréhension du monde de demain sont ainsi récompensés. Nous avons perçu très tôt que l'alignement entre l'activité financière et les impacts sociaux et sociétaux était une attente croissante. En dix ans, la Maison d'investissement de convictions que nous avons construite nous a positionnés sur des thématiques fortes, désormais au cœur des préoccupations actuelles : transition énergétique, dépollution des sols, infrastructures et capital humain.

Cette année encore, tenant compte de l'impact profond et irréversible que la pandémie a imprimé sur nos modes de vie, le Groupe a continué d'enrichir son offre en anticipant, pour ses clients, les grandes tendances de croissance de demain. Notamment, dans la technologie au service de la santé, la cybersécurité, le style de vie digital ou les entreprises à gouvernance responsable. Nous avons également pris pied dans le secteur de la technologie au service de l'agriculture et de l'alimentation, afin de tirer parti de la quatrième révolution technologique en cours.

Notre conviction nous a également conduits à nouer un partenariat stratégique dans le private equity, afin d'investir dans des solutions alimentaires innovantes, dans les technologies liées aux protéines alternatives, dans les nouveaux systèmes agricoles et la création de solutions digitales en matière de nutrition. Dans l'investissement responsable, ce sont désormais plus de 80 % des encours de notre gestion liquide qui ont basculé dans les catégories de produits répondant aux plus hauts standards européens en matière de durabilité. L'équipe immobilier a, en parallèle, intégré en profondeur les critères ESG à ses décisions d'investissement, réduisant l'empreinte carbone et la consommation énergétique de son portefeuille immobilier.

Les bons résultats enregistrés cette année sont aussi le fruit des efforts menés ces dernières années pour attirer les talents, capitaliser sur nos équipes et investir massivement dans nos systèmes d'information. Ils tiennent à la force du collectif et à l'engagement de nos collaborateurs, qui, sous la direction efficace de François Pauly et du Comité exécutif, ont poursuivi la mise en œuvre de notre ambitieuse feuille de route.

Persistance de la crise sanitaire, reprise désordonnée de la croissance, résurgence de l'inflation dans un contexte de taux historiquement bas, tensions géopolitiques exacerbées : 2022 s'annonce tout aussi imprévisible que 2021. Nous l'aborderons avec une vigilance accrue, mais aussi avec la sérénité que nous donne notre modèle de développement et l'organisation qui nous ont permis de surmonter les défis historiques des deux dernières années.

Dans un contexte mondial qui reste incertain et complexe, apporter à nos clients une qualité de service et de conseil en amélioration constante reste notre préoccupation quotidienne. Notre engagement ne faiblira pas. Nos clients nous trouveront toujours à leurs côtés pour les accompagner dans leurs projets et initiatives : chaque défi relevé aujourd'hui contribue à forger le monde de demain.



Ariane de Rothschild
Présidente du Conseil d'Administration
du groupe Edmond de Rothschild

Message du Comité exécutif

En 2021, la croissance des économies, la consommation et les tensions de production ont évolué au gré des mesures prises par les gouvernements pour circonscrire les variants du Covid-19. Les économies développées ont été particulièrement perturbées par les fermetures des chaînes de production en Asie, résultant de la stratégie zéro Covid durant l'été. Ensuite, l'Europe a dû elle aussi restreindre les mouvements de personnes et resserrer ses contraintes sanitaires face à la 5ème vague et l'arrivée d'omicron. La persistance de la pandémie et des mesures prises pour éviter sa propagation a ainsi continué d'engendrer des dysfonctionnements tout au long de l'année. Du côté des marchés, malgré d'importants épisodes de volatilité, l'année 2021 s'est caractérisée par une hausse vigoureuse des principaux indices boursiers qui ont battu leurs records. Pour autant, cette embellie sur les marchés ne doit pas faire oublier que les difficultés macroéconomiques identifiées en 2021 sont loin d'être résolues.

Les entreprises continuent en effet de faire face à des hausses historiques des prix des matières premières, les dettes publiques se sont considérablement accrues et les banques centrales ont lâché la bride. L'inflation est désormais au cœur des préoccupations. Compte tenu de l'échec du G7 à définir des solutions en matière d'immunité collective et de vaccination des pays les plus pauvres, la désorganisation des chaînes de production persiste, comme la surconsommation de biens, la hausse du prix des entrants, les difficultés d'approvisionnement et de recrutement. Néanmoins, la banque centrale américaine devrait remonter ses taux directeurs pour éviter un dérapage inflationniste. Nos économistes, dans leurs dernières études macro-économiques, nous invitent à tenir compte des effets néfastes de l'inflation sur le pouvoir d'achat et de l'impact négatif de la pandémie sur le capital humain. Ils questionnent les prévisions de remontée

importante des taux longs, alors que la perspective des élections de mi-mandat aux États-Unis et du XX^e congrès du Parti communiste chinois continuera d'alimenter la volatilité et de peser sur l'investissement mondial. Tout ceci sans compter les conséquences à long terme de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui au-delà des effets que l'on peut craindre sur les prix de l'énergie, rebat les cartes de l'ordre mondial.

Dans ce contexte complexe que nous subissons depuis deux ans, notre priorité est d'accompagner nos clients et de leur apporter la qualité de conseil et le soutien nécessaire dans la gestion de leurs investissements. Plus que jamais notre choix de nous positionner sur des thématiques durables pour lesquelles nous identifions des opportunités de croissance de long terme est apparu pertinent.

En 2021, nous avons poursuivi l'élargissement de notre offre en investissements socialement responsables (ISR). La gamme de fonds liquides labellisés ISR a été ainsi multipliée par quatre entre 2019 et 2021. Elle couvre les actions et obligations européennes, les actifs mixtes ainsi que des thématiques comme les pays émergents ou encore la lutte contre le réchauffement climatique. Notre Groupe a par ailleurs été distingué par le Financial Times comme faisant partie des « Europe Climate Leaders », classement qui recense les entreprises européennes ayant réussi les plus importantes réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette distinction vient confirmer notre détermination à mettre la durabilité et la lutte contre le changement climatique au cœur de toutes nos activités.

Capital humain, transition énergétique et environnementale, entreprises à gouvernance responsable, santé, nous renforçons en permanence notre offre, à travers toutes nos classes d'actifs, avec des stratégies

d'investissements innovantes qui allient performances financière, sociale et environnementale. C'est ainsi qu'une nouvelle stratégie dans l'AgriTech - Food Tech est venue compléter notre plateforme de private equity.

Dans un environnement de taux bas, nous avons poursuivi le développement de la plateforme des actifs réels, avec une collecte élevée concernant les trois métiers que sont l'immobilier, le private equity et la dette d'infrastructures. Cette offre permet à nos clients de diversifier leurs portefeuilles avec des investissements d'impact, ancrés dans l'économie réelle, tout en bénéficiant de rendements attractifs. Avec 20 milliards de francs suisses sous gestion, notre groupe fait partie des rares acteurs pouvant offrir une telle variété d'investissement.

Dans la banque privée, forts de notre assise dans nos marchés historiques en Suisse, en France et au Luxembourg, nous avons développé de façon dynamique nos activités à Monaco, en Belgique, en Espagne et en Italie. Au Royaume-Uni, nous avons conclu un partenariat avec le Groupe Hottinger afin de mieux répondre aux besoins de nos clients britanniques. Nous avons également poursuivi le développement prudent de notre offre de crédit, facteur important de fidélisation de notre clientèle et de différenciation par rapport à nos concurrents. Notre expertise en ingénierie patrimoniale a été également reconnue en 2021, avec l'obtention du prix de « Meilleure banque privée en Europe pour la planification de succession » décerné par The Banker.

En 2021, les équipes de gestion d'actifs se sont étoffées avec l'arrivée de talents destinés à renforcer la distribution de nos solutions d'investissement sur certaines géographies comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et la

Suisse alémanique. Un outil de souscription digitale pour faciliter l'accès aux stratégies actifs réels a été lancé. Destiné aux partenaires distributeurs de la gestion d'actifs, ce nouvel outil innovant démontre notre agilité et l'attention portée à l'évolution des besoins de nos clients.

Enfin, l'évolution de notre gouvernance intervenue à l'été 2021, avec la nomination de François Pauly en tant que CEO du groupe, s'est effectuée dans la continuité de la stratégie souhaitée par notre actionnaire. Nous avons ainsi poursuivi notre feuille de route et consolidé nos positions grâce à des équipes qui sont restées entièrement mobilisées dans le contexte sanitaire. Dans le cadre de notre plan stratégique Ambition 2025, nous investissons de façon soutenue dans nos systèmes d'informations afin de renforcer notre efficacité et la qualité de service rendue à nos clients. Le déploiement de notre plateforme informatique en France et à Monaco devrait marquer la finalisation de notre transformation digitale prévue en 2025. Nous comptons également accélérer notre croissance organique en renforçant nos équipes sur nos marchés européens prioritaires - au premier rang desquels la Suisse - et au Moyen-Orient tout en nous développant à l'international via de solides partenariats.

Aussi, malgré les nombreuses incertitudes, nous restons confiants en l'avenir grâce à la robustesse de notre Groupe, la force de nos convictions et la dynamique de nos équipes. Nos clients sont notre priorité et nous continuerons à tout mettre en œuvre pour leur permettre de développer leurs actifs avec le plus haut degré d'exigence.

Nous remercions notre Actionnaire pour la confiance qu'il nous accorde, nos équipes pour leur engagement et nos clients pour leur fidélité.

Le Comité exécutif

Gouvernement d'entreprise

9	Introduction	32	Rémunérations, participations et prêts
10	Structure du Groupe et actionnariat	35	Droits de participation des actionnaires
13	Structure du capital	37	Prise de contrôle et mesures de défense
15	Conseil d'Administration	38	Organe de révision
25	Direction générale	39	Politique d'information

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la Circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2016, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la Circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'Administration

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Benoit Dumont

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock

Tobias Guldemann

Véronique Morali

François Pauly¹⁾

Philippe Perles

Yves Perrier²⁾

Comité d'audit et des risques

Président

Tobias Guldemann³⁾

François Pauly³⁾

Vice-Président

Benoit Dumont

Membres

Jean Laurent-Bellue

Philippe Perles⁴⁾

Comité de rémunération et de nomination

Président(e)

Yves Perrier⁵⁾

Baronne Benjamin de Rothschild⁵⁾

Vice-Président(e)

Baronne Benjamin de Rothschild⁶⁾

Jean Laurent-Bellue⁶⁾

Membres

Katie Blacklock

Jean Laurent-Bellue⁶⁾

Philippe Perles

De plus amples informations concernant le Conseil d'Administration peuvent être consultées aux pages 15 et suivantes.

1) Jusqu'au 4 juin 2021, François Pauly a succédé à Vincent Taupin à son départ en tant que CEO et Président du Comité exécutif.

2) Dès le 4 juin 2021, date de son élection à l'Assemblée générale ordinaire d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Yves Perrier a succédé à François Pauly en qualité de membre du Conseil d'Administration.

3) Dès le 4 juin 2021, Tobias Guldemann a succédé à François Pauly en tant que Président du Comité d'audit et des risques.

4) Dès le 4 juin 2021.

5) Dès le 15 décembre 2021, Yves Perrier est nommé Président du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

6) Baronne Benjamin de Rothschild, jusqu'ici Présidente, est devenue Vice-Présidente du Comité de rémunération et de nomination.

7) Jean Laurent-Bellue, jusqu'ici Vice-Président, est devenu membre du Comité de rémunération et de nomination.

Comité exécutif

Président

Vincent Taupin¹⁾
CEO

François Pauly²⁾
CEO

Cynthia Tobiano³⁾
Deputy CEO,
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits.
Responsable Communication et Marketing ad intérim

Membres

Philippe Cieutat⁴⁾
CFO,
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits

Benoit Barbereau
COO, Responsable IT et Opérations

Christophe Caspar
Responsable de l'Asset Management

Pierre-Etienne Durand
Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement

Diego Gaspari
Responsable des Ressources Humaines et des Services Généraux

Michel Longhini
Responsable de la Banque Privée

Jean-Christophe Pernollet
Responsable Risques, Legal et Compliance

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Comité exécutif (dès le 1^{er} octobre 2021)

Président

François Pauly
CEO

Membres

Philippe Cieutat
CFO,
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits

Benoit Barbereau
COO, Responsable IT et Opérations

Christophe Caspar
Responsable de l'Asset Management

Pierre-Etienne Durand
Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement

Diego Gaspari
Responsable des Ressources Humaines et des Services Généraux

Michel Longhini
Responsable de la Banque Privée

Jean-Christophe Pernollet
Responsable Risques, Legal et Compliance

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 24 et suivantes.

1) Jusqu'au 3 juin 2021.

2) A compter du 4 juin 2021.

3) Jusqu'au 30 septembre 2021.

4) A compter du 1^{er} octobre 2021.

1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 67 à 71 du présent Rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2021			2020		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote						
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A.	58'693,5	100,0	100,0	58'693,5	100,0	100,0

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,88% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que l'hoirie du Baron Benjamin de Rothschild en détient 65,88% (89,84% des voix).

1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

	2021		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	586'935	58'694
Total du capital social	58'694		

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2021	2020
2.3 Capital social		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694
Total du capital social	58'694	58'694

2.4. Actions et bons de participation

Au 31 décembre 2021, le capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de CHF 58'693'500 est divisé en 586'935 actions de CHF 100, nominatives, liées selon les Statuts*, entièrement libérées.

À l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nomines »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 4 des Statuts*, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'Administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 5 des Statuts*). Le Conseil d'Administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 7 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'Administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al.6 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nomines »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nomines ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 5 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

3. Conseil d'Administration

3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend huit membres au 31 décembre 2021 qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baronne Benjamin de Rothschild

Présidente, Française, 1965

Formation

1984	Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988	BBA en Finance, Pace University, New York
1990	MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990	Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995	Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- Edmond de Rothschild Holding SA¹⁾
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Edmond de Rothschild S.A.¹⁾
- Edmond de Rothschild (France)¹⁾
- Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild²⁾
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA³⁾
- Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)
- Bodegas Benjamin de Rothschild & Vega Sicilia
- Fondation OPEJ
- Fondation Maurice et Noémie de Rothschild
- Mémorial Adolphe de Rothschild
- Fondation Ariane de Rothschild
- Edmond de Rothschild Foundation (Israel)
- Fondation du domaine de Pregny
- Fondation Edmond Adolphe de Rothschild

Membre du Conseil d'Administration / Conseil de surveillance des entités suivantes :

- Vice-Présidente du Comité de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild
- Compagnie Vinicole Benjamin et Edmond de Rothschild
- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)

1) À compter du 3 février 2021.

2) À compter du 27 janvier 2021.

3) À compter du 10 février 2021.

Benoit Dumont

Vice-Président, Belge, 1952

Formation

1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

Parcours professionnel

1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
1995-1999	J.P. Morgan, New York
1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

Mandats d'administrateur

<i>depuis 2005</i>	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'Administration
<i>depuis 2007</i>	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Président du Conseil d'Administration et membre du Comité d'audit et des risques
<i>depuis 2013</i>	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
<i>depuis 2013</i>	Edmond de Rothschild Holding SA Vice-Président du Conseil d'Administration
<i>depuis 2014</i>	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'Administration Président du Comité d'audit, des risques et de conformité
<i>depuis 2016</i>	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
<i>depuis 2019</i>	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Vice-Président du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
<i>depuis 2021</i>	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration et du Président du Comité d'audit et des risques

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
2004	Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
2011-2017	Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

depuis 1999	KPMG Associés, Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2005	KPMG S.A., Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'Administration, Membre du Comité d'audit et des risques et du Comité de rémunération et de nomination (Vice-Président de 2019 à 2022)
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'Administration
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance (Vice-Président dès 2021) et Président du Comité d'audit et du Comité des risques (depuis 2015)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit (dès 2021)
depuis 2014	Fondation Actions-Addictions Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015	Rotomobil SA Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Vice-Président du Conseil d'Administration et Président du Comité d'audit et des risques (Président du Conseil d'Administration du 20 juillet 2021 au 24 mars 2022)

Katie Blacklock

Membre, Britannique, 1973

Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

Mandats d'administrateur

depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2019	Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' CAIF Combined Advisory Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'Administration et du Comité de rémunération et de nomination
depuis 2021	Health Foundation Membre du Conseil d'Administration, du Comité d'investissement et d'audit et des risques

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

- 1976-1980 Ecoles à Zurich
- 1980-1986 Licence en Sciences économiques
Université de Zurich, Suisse
- 1986-1990 Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

- 1980-1986 Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
- 1986-1990 Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
- 1990-1996 Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
- 1998-2004 Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
- 2002-2004 Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
- 2005-2006 Membre du Conseil d'Administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
- 2006-2009 Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
- 2002-2013 Membre du Conseil d'Administration de CSi / CSSEL, Londres
- 2004-2013 Directeur des risques et membre du Conseil exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
- 2015-2016 Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

- depuis 2005 Fondation Hans Huber, Bâle
Membre du Conseil de surveillance
- depuis 2007 Fondation S. Eustachius, Winterthur
Membre du Conseil de surveillance
- depuis 2010 Musée des arts de Winterthur
Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
- depuis 2015 Fedafin AG
Président et Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2017 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques (Président dès 2022)
- 2017-2021 Commerzbank AG, Francfort
Membre du Comité de surveillance et du Comité des risques
- 2018-2021 Président du Comité d'audit
- depuis 2021 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques

Véronique Morali

Membre, Française, 1958

Formation

Sciences Po (1980) et l'ESCP (1983), une maîtrise en droit des affaires (1982)
Intégration de l'ENA (1986) et de l'Inspection Générale des Finances (1990)

Parcours professionnel

- 1990-2007 Fimalac, Directeur général

Fonctions actuelles

- depuis 2008 Fimalac Développement (Luxembourg), Présidente
- depuis 2013 Webedia (pôle digital de Fimalac), Présidente du Directoire
- depuis 2016 Webco SAS, Directeur général
- depuis 2018 Fimalac, Vice-Présidente du Comité Exécutif

Mandats d'administrateur

- depuis 2009 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de surveillance, du Comité d'audit, du Comité des risques et du Comité des rémunérations
- 2010-2021 Edmond de Rothschild S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2016 Fondation Nationale des Sciences Politiques
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2016 Quill France (anciennement dénommée ViaEuropa SA) - filiale de Webedia
Administrateur et Présidente du Conseil d'Administration
- 2018-2021 Pour de Bon SAS - filiale de Webedia
Membre du Comité stratégique
- depuis 2020 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- 2020-2021 Clover MDB SAS
Présidente
- depuis 2021 Fimalac
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2021 Lagardère
Membre du Conseil d'Administration et Comité d'audit
Membre d'établissements ou d'associations d'intérêt général :
- depuis 2016 Association Le Siècle
Membre
- depuis 2018 Association Force Femmes
Présidente

François A. Pauly¹⁾

Membre, Luxembourgeois, 1964

Philippe Perles

Membre, Suisse et Français, 1961

Formation

- 1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
- 1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

- 1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et d'investissements à Genève pour la politique d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux
- 1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du développement commercial
- 2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable du développement commercial et produits
- 2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
- 2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement commercial et produits
- 2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe,
Fondateur et Directeur général

Fonction actuelle

- depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Luxembourg
Fondateur et Directeur associé, responsable du développement commercial et produits

Mandats d'administrateur

- depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers (ARIF)
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2018 Membre du Comité de rémunération et de nomination
- depuis 2021 Membre du Comité d'audit et des risques
- depuis 2016 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
- depuis 2019 Inoks Capital SA
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2020 Organisme de Surveillance des Instituts Financiers (OSIF)
Président du Conseil d'Administration

1) Administrateur jusqu'au 4 juin 2021, date à laquelle il est devenu CEO de la société.
Les données personnelles de François Pauly peuvent être consultées sous la section « Direction générale » à la page 25.

Yves Perrier²⁾

Membre, Français, 1954

Formation

Diplômé de l'ESSEC
Expert-comptable

Parcours professionnel

- 1977 Chargé de Mission dans des cabinets d'audit et de conseil
E. Salustro. PA Consulting
- 1987-1999 Société Générale - Diverses fonctions et notamment
Directeur financier de 1995 à 1999
- 1999-2003 Crédit Lyonnais – Membre du Comité exécutif en charge
des Finances, des Risques et de l'Audit
- 2003-2021 Crédit Agricole
- Membre du comité exécutif de Crédit Agricole SA (2003-2021)
- Directeur général délégué de Calyon (devenu CACIB) (2000-2007)
- Président directeur général de CAAM devenu AMUNDI en 2010 (2007-2021)
- Directeur général adjoint de Crédit Agricole SA (2015-2021) en charge du pôle Epargne et Immobilier
- Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI (depuis mai 2021)

Fonction actuelle

Président du Conseil d'Administration d'AMUNDI

Mandats d'administrateur

- depuis 2015 PARIS EUROPLACE
Vice-Président du Conseil d'Administration
- depuis 2020 Fondation de France
Membre du Conseil d'Administration et Trésorier
- depuis 2021 AMUNDI
Président du Conseil d'Administration
- depuis 2021 YP Conseil
Président du Conseil d'Administration
- depuis 2021 FIMALAC
Membre du Conseil d'Administration
- depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et du Comité de rémunération et de nomination (Président dès le 15 décembre 2021)
- depuis 2021 Edmond de Rothschild Holding S.A.
Membre du Conseil d'Administration

2) À compter du 4 juin 2021.

Aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'Administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne prévoient pas de nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.

3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'Administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération et de nomination sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'Administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 62 ans au 31 décembre 2021.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2022
M. Benoit Dumont [#]	2019	2022
Mme Katie Blacklock [#]	2019	2022
M. Jean Laurent-Bellue [#]	2011	2022
M. Tobias Guldemann [#]	2016	2022
Mme Véronique Morali [#]	2020	2022
M. Philippe Perles [#]	2015	2022
M. Yves Perrier [#]	2021 ¹⁾	2022

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2021.

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

1) À compter du 4 juin 2021.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit et des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, qui se compose de huit membres au 31 décembre 2021, est présidé par la Baronne Benjamin de Rothschild. Messieurs Benoît Dumont et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'Administration apparaît en page 10. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'Administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'audit et des risques, d'un Comité de rémunération et de nomination.

Le Comité d'audit et des risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'audit et des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres, soit Messieurs Tobias Guldemann (Président), Benoît Dumont (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue et Philippe Perles, pour faire partie du Comité d'audit et des risques. Par ailleurs, Madame Li Yin Adrien exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/rerelations-investisseurs/informations-generales.

Le Comité de rémunération et de nomination

En vertu des Statuts* (Art. 23) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'Administration a délégué au Comité de rémunération et de nomination, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'Administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'Administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'Administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 5 et 6 des Statuts*).

En 2021, le Conseil d'Administration a désigné quatre membres, soit Monsieur Yves Perrier (Président), la Baronne Benjamin de Rothschild (Vice-Présidente), Madame Katie Blacklock, Messieurs Jean Laurent-Bellue et Philippe Perles, pour faire partie du Comité de rémunération et de nomination.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) du Comité précité figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni neuf fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention de la Présidente du Conseil d'Administration ;
3. Rapport d'activité du CEO ;
4. Rapport d'activité du CFO ;
5. Rapport d'activité du Responsable de la Banque Privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'audit et des risques ;
10. Rapport du Comité de rémunération ;
11. Intervention des administrateurs indépendants ;
12. Divers.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3.6. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit :

- a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ;
- b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ;
- c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'Administration ;
- d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ;
- e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ;
- f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ;
- g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ;
- h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ;
- i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ;
- j) informer la FINMA en cas de surendettement.

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'Administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit et des risques, (vii) l'approbation des budgets de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix) la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque, du groupe EdR (Suisse) et du groupe EdR, (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit et des risques, (xii) la

surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la circulaire FINMA sur l'outsourcing (Circulaire FINMA 2018/3) et de toute autre réglementation applicable.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forme le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du groupe EdR est déléguée depuis le 14 mars 2019 à EdR (Suisse), conformément à une décision du Conseil d'Administration d'EdR (Holding) S.A. Dans ce cadre, les tâches et responsabilités de la haute direction, au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques », sont déléguées au Conseil d'Administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe Edmond de Rothschild.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/informations-generales.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'Administration, le CEO et/ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du directeur général, les bouclements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 57 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le président du Comité exécutif tient régulièrement informé le président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'Administration dispose d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'audit et des risques. Il reporte directement au Comité d'audit et des risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le règlement interne de la Banque, ainsi que dans la charte de l'Audit interne. L'Audit

interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2021, l'Audit interne Groupe comprenait 27 personnes.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit et des risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit et des risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le président du Conseil d'Administration ou du Comité d'audit et des risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit et des risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'audit et des risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 57 à 60 du présent rapport.

4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de huit membres au 31 décembre 2021, nommés par le Conseil d'Administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2021, il s'est réuni 50 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les départements et services concernés, dont les boucllements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la fonction compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité de Direction Banque Privée Groupe, un Comité de Direction Banque Privée Suisse, un Comité de Direction Asset Management Groupe, un Comité de Conformité, un Comité des Risques, un Comité des Crédits Groupe, un Comité Assets Liabilities Management Groupe, un Comité d'Ouvertures de Comptes, un Comité de Projet Groupe, un Comité de Réputation Groupe, et un Comité d'Éthique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

4.1. Membres de la Direction générale

François A. Pauly¹⁾

Président, Luxembourgeois, 1964
CEO

Formation

1984-1987 ESCP Europe, Paris, Oxford, Berlin
1983-1984 Certificate in Economic Studies, Centre Universitaire Luxembourg

Parcours professionnel

1987-2004 Dexia Banking Group
Senior Management position in Retail, Corporate Banking
Deputy CEO Dexia Crediop Italia (2002-2003)
2004-2007 Bank Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Luxembourg) SA, CEO
Sal Oppenheim International SA
Member of the Management Board
2007-2010 Sal. Oppenheim Jr. & Cie SCA, General Manager
Board Member of Swiss, Austrian, German banking affiliates
2011 BIP Investment Partners SA, CEO
2011-2014 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL), CEO
2014-2016 Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL)
Chairman of the Board of Directors

Fonctions actuelles

CEO
Président du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 1995 Compagnie Financière La Luxembourgeoise - Chairman
depuis 1995 Lalux Group SA & affiliates
depuis 2004 Cobepa / Cobehold Bruxelles
depuis 2015 IWG Plc Zug
2015-2021 Castik Capital Partners
depuis 2016 Edmond de Rothschild (Europe)
Président du Conseil d'Administration (Vice-Président de 2016 à 2021)
depuis 2021 Président du Comité de rémunérations
2016-2021 Président du Comité d'audit et des risques
2018-2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'Administration et
Président du Comité d'audit et des risques (2019-2021)
2019-2021 Fondation de Luxembourg
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de Surveillance
depuis 2021 Edmond de Rothschild (Monaco)
Président du Conseil d'Administration et du Comité d'audit
et des risques
depuis 2021 Edmond de Rothschild (Israel) Ltd
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et
des risques
depuis 2021 Edmond de Rothschild (UK) Ltd
Président du Conseil d'Administration

1) À compter du 4 juin 2021.

Vincent Taupin¹⁾

Président, Français, 1959
CEO

Formation

École Spéciale des Travaux Publics (ESTP)
École Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST)

Parcours professionnel

1985-1987 Peat Marwick Mitchell & Cie - KPMG, Paris, Consultant
1987-1988 Tuffier Ravier Py, Paris, Equity Options Manager
1988-1990 Liaud Courtage, Paris, Responsable Département Développement
1990-1994 GTI Finance (filiale CIC), Paris, Directeur Général
1994-1998 Société Générale, FIMAT SNC, Paris, Directeur Général
1998-2000 Société Générale, FIMAT, Londres, Responsable zone Europe
2000-2010 Boursorama, Paris, Président Directeur Général
2010-2012 Crédit du Nord (Groupe Société Générale), Paris, Directeur Général
2012-2014 Alma Consulting Group, Paris, Président
2014-2019 Président du Directoire d'Edmond de Rothschild (France)
2014-2019 Directeur général d'Edmond de Rothschild S.A.

Mandats d'administrateur

depuis 2013 Chambre de Commerce et d'Industrie France-Israël
Membre du Conseil d'Administration
2013-2020 EDRRIT Limited
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2019 Edmond de Rothschild (Monaco)
Président du Conseil d'Administration
et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2019 Edmond de Rothschild (Europe)
Président du Conseil d'Administration
et du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2019 Edmond de Rothschild (UK) Ltd
Président du Conseil d'Administration
depuis 2020 Edmond de Rothschild (France)
Membre du Conseil de surveillance
depuis 2020 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Censeur du Conseil de surveillance
depuis 2020 Rugby Europe
Membre du Conseil d'Administration

1) Jusqu'au 3 juin 2021.

Philippe Cieutat¹⁾

Membre, Français, 1976
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits

Formation

1998	Graduate from the Institut d'Etudes Politiques de Paris, with honours
2000	ESSEC Graduate School of Management (AACSB accredited in 1997- Equivalent to an MBA degree)

Parcours professionnel

1999-2000	Société Générale Investment Banking, Apprenticeship program in Paris and London
2002-2004	Mazars & Guérard Audit and Consulting, Senior Financial Auditor, Paris
2005-2007	HSBC, Assistant Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2008-2009	HSBC, Senior Audit Manager, Group Financial Services, Paris
2009-2013	HSBC Global Asset Management, Chief Financial Officer, Paris
2013-2014	HSBC France, Head of Strategy and Planning, Paris
2014-2019	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Chief Financial and Administrative Officer, Paris
2019-2021	Edmond de Rothschild (France), Member of the Executive Board, Deputy Chief Executive Officer, Paris

Fonctions actuelles

Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2017	Edmond de Rothschild Immo Premium Président du Conseil d'Administration ²⁾
depuis 2018	Edmond de Rothschild Immo Magnum Président du Conseil d'Administration ²⁾
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Vice-Président du Conseil de surveillance et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2019	Zhonghai Fund Management Company Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Cogifrance Membre du Conseil d'Administration ²⁾
depuis 2021	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance
depuis 2021	Financière Boreale Président du Conseil d'Administration ²⁾
depuis 2021	Financière Eurafrique Membre du Conseil d'Administration ²⁾
depuis 2021	Immopera Membre du Conseil d'Administration ³⁾

1) A compter du 1^{er} octobre 2021.

2) Jusqu'au 9 mars 2022.

3) Jusqu'au 22 avril 2022.

Cynthia Tobiano³⁾

Membre, Française, 1976
Deputy CEO

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres / Paris, Vice-Président équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de direction et du Comité exécutif

Fonctions actuelles

Deputy CEO d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Comité exécutif
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Responsable de la Stratégie
Responsable Marketing et Communication *ad intérim*
Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding SA

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'Administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques (Présidente depuis 2017)
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Vice-Présidente du Conseil d'Administration (depuis 2019) et membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance

3) Jusqu'au 30 septembre 2021.

Benoit Barbereau

Membre, Français, 1972
Chief Operating Officer, Responsable IT et Opérations

Formation

1992-1995	Diplôme d'ingénieur en mécanique des fluides, Institut National Polytechnique de Toulouse (ENSEEIH)
1995-1997	Master in Business Administration, Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC), Cergy
2019	Certification en machine learning (apprentissage automatique) (Coursera / Stanford University)

Parcours professionnel

1997-1999	Morgan Stanley, Londres, Négociateur de titres
1999-2002	PricewaterhouseCoopers, Paris, Consultant
2002-2004	BNP Paribas, Chef de projet
2004-2011	BNP Paribas Wealth Management Monaco, Chief Operating Officer, Responsable Finance, RH, Juridique, IT et Opérations
2011-2019	Union Bancaire Privée, Chief Operating Officer Private Banking, Head of External Asset Managers & Wealth Management Services, Responsable des Projets / Services Banque Privée et des Gérants de Fortune Indépendants (GFI)
2014-2019	Union Bancaire Privée, Membre du Conseil d'Administration de UBP Investment Advisors

Fonctions actuelles

Chief Operating Officer, Responsable IT et Opérations
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021	Blockchain Association for Finance Membre du Board de l'association, représentant du Groupe Edmond de Rothschild
-------------	---

Christophe Caspar

Membre, Français, 1971
Responsable de l'Asset Management

Formation

1990-1995	Reims Management School
1996-1999	Royal Holloway, Université de Londres
2002	CFA Charterholder

Parcours professionnel

1999-2005	Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
2006-2008	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
2008-2009	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
2009-2016	Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
2016-2018	Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
2018-2019	Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
depuis 2019	Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA

Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset Management
Global CEO Asset Management
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

2019-2022	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Président du Directoire ¹⁾
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Président du Conseil d'Administration et membre du Comité de nomination et de rémunération
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Président du Conseil d'Administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild SICAV, France Membre du Conseil d'Administration
2019-2021	ERAAM, France Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd Membre du Conseil d'Administration

1) Jusqu'au 8 mars 2022.

Pierre-Etienne Durand

Membre, Français, 1976
Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement

Formation

1994 Baccalauréat C (mention bien)
1994-1995 Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
1995-1998 ESSEC
1997 Kellogg (Northwestern University), échange universitaire en MBA - Chicago
2005 INSEAD, MBA - Fontainebleau

Parcours professionnel

1998-2000 Renault - Londres
Contrôleur de gestion
2000-2004 Olivier Wyman - Paris
Consultant
2006-2008 Bain & Company - Paris
Consultant
2008-2012 Bain & Company - Paris
Manager
2013 Bain & Company - Paris
Partner

Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie et du Corporate Développement
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2021 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. – Representación Uruguay S.A.
Membre du Conseil d'Administration

Diego Gaspari

Membre, Argentin et Italien, 1969
Responsable des Ressources Humaines et Services Généraux

Formation

1989-1993 Université de Belgrano, Argentine
Diplôme en Psychologie
1997-1998 ESEADE, Argentine
Master en Administration des affaires
2010 INSEAD, France
Diplôme en Business Strategy pour Leader des Ressources Humaines

Parcours professionnel

1993-1995 Bemberg Group, Argentine
Programme des Jeunes diplômés
1995-1996 Philip Morris Group - Montheledo, Argentine
Chef des relations industrielles
1996-1999 Philip Morris Group - Kraft Argentine, Argentine
Chef des relations industrielles
1999-2000 Philip Morris Group - Massalin Particulares, Argentine
Manager des relations industrielles
2000-2001 Key Stone Foods - Mc Kein, Argentine
Responsable des Ressources Humaines Amérique latine
2001-2005 PSA - Peugeot Citroën, Argentine
Responsable des Ressources Humaines
2005-2007 PSA, France
Responsable des relations sociales internationales
2007-2010 PSA, France
Responsable de la Gestion des talents
2010-2014 Crédit Agricole Group - Crédit Agricole SA, Suisse
Responsable des Ressources Humaines Internationales
2014-2018 Crédit Agricole Group - CA Indosuez Wealth Management, Suisse - Responsable des Ressources Humaines

Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines et Services Généraux
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

2019-2021 Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild
Membre du Conseil de fondation

Michel Longhini

Membre, Français, 1966
Responsable de la Banque Privée

Formation

1988 MBA de l'Ecole de Management de Lyon

Parcours professionnel

1988-1991 BNP Paribas, Paris, Banque Privée, Product Marketing Support
1991-1994 BNP Paribas, Milan, Banque Privée, in charge of launch and development
1995-1999 BNP Paribas, Paris, Head of Product and Development Private Banking Europe
1999-2003 BNP Paribas Private Bank, Paris, Global Head Investment Services
2003-2005 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, South East Asia Private Bank
2005-2008 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, Private Bank Asia
2008-2010 BNP Paribas, Paris/Luxembourg, CEO Wealth Management International
2010-2019 Union Bancaire Privée, CEO Banque Privée

Fonctions actuelles

Responsable de la Banque Privée
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2020 Edmond de Rothschild (Monaco)
Membre du Conseil d'Administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2021 Edmond de Rothschild Assurance et Conseils (Europe)
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2021 Edmond de Rothschild Assurance et Conseils (France)
Membre du Conseil d'Administration

Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966
Responsable Risques, Legal et Compliance

Formation

1986 Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987 Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990 Master in Management - EDHEC Business School, France
1998 U.S. CPA
2002 Senior Executive Program, Columbia Business School, New York
2021 Corporate Director Certificate, Harvard Business School

Parcours professionnel

1990-1993 Deloitte & Touche, Paris
1993-1997 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999 PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010 PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010 PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012 EFG International AG, Directeur financier
Membre du Conseil d'Administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013 Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015 Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014 Swissquote Bank
Membre du Conseil d'Administration
depuis 2015 Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES)
Président du Conseil d'Administration
depuis 2015 Swissquote Group Holding
Membre du Conseil d'Administration et
Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015 Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild
Président du Conseil de fondation
depuis 2015 Edmond de Rothschild (UK) Limited
Membre du Comité d'audit (Vice-Président en 2020 -
Président depuis 2021)
depuis 2015 Rotomobil SA - Membre du Conseil d'Administration
depuis 2020 Edmond de Rothschild (Israël) Ltd
Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité
d'audit et des risques

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

5. Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild ; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération appartient statutairement au Conseil d'Administration.

La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'Administration et du Comité exécutif appartient statutairement au Conseil d'Administration.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné, au cours de la séance qui a suivi l'Assemblée générale du 29 avril 2021, quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération et de nomination pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Vice-Président), ainsi que Madame Katie Blacklock et Monsieur Philippe Perles. La composition a été modifiée en date du 15 décembre 2021 comme suit : Monsieur Yves Perrier (Président), la Baronne Benjamin de Rothschild (Vice-Présidente), Madame Katie Blacklock, Monsieur Jean-Laurent-Bellue et Monsieur Philippe Perles. Le Comité de rémunération et de nomination se réunit en principe au minimum une fois par année.

Vote sur les rémunérations

Le Conseil d'Administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'Administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2021, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 33% (rémunération différée octroyée, différente de celle comptabilisée).

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A., et/ou
- pour les employés de l'activité Asset Management, l'attribution d'un montant en numéraire indexé à un fond représentatif des expertises d'investissements alternatifs et UCITS. Cet instrument est utilisé dans les entités Européennes pour répondre aux exigences réglementaires.

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle d'un an commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de

résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le millésime 2020 de l'ESP a été mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées. Cela reste applicable pour les millésimes suivants.

Pour le millésime 2022, au titre des rémunérations 2021, 228 collaborateurs participent à l'ESP au niveau du Groupe. Le nombre de participants est de 74 pour Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et ses succursales.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2021 - du programme de cash différé indexé en Suisse (Quasi ESP).

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Le Conseil d'Administration détermine le montant des indemnités des administrateurs (Art. 19 al.3 des Statuts*).

La rémunération des membres du Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité de rémunération et de nomination. Le montant global de la rémunération du Conseil d'Administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent aussi être éligibles à l'ESP. Le montant du bonus et de l'ESP dépend de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'Administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'Administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé.

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;

- quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 3 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 4 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'Administration (voir également chiffre 2.6.). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'Administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 8 des Statuts* et Art. 685c al. 1 du Code des obligations).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un propriétaire d'actions nominatives peut se faire représenter par toute personne, actionnaire ou non, munie d'un pouvoir écrit (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*
3. *Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 al. 2 pour les communications aux actionnaires.*
2. *Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 2 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'Administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Christophe Kratzer est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2019. Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

8.2. Honoraires de révision

L'annexe 30 «Autres charges d'exploitation» du rapport annuel du groupe EdR Suisse détaille les honoraires payés à la société de révision pour l'exercice 2021, en distinguant les honoraires liés au mandat de révision des honoraires liés à des missions de conseil. Ces dernières ont porté sur des mandats ne risquant pas de nuire à l'indépendance de la société de révision.

8.3. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit et des risques. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2021 ont été présentés au Comité d'audit et des risques lors de sa séance du 30 août 2021. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit et des risques ainsi qu'au Conseil d'Administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit et des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit et des risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » :

<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » :

<https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Contacts

CFO

Monsieur Philippe Cieutat
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
p.cieutat@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert
Group Head of external affairs
Edmond de Rothschild
T. + 41 58 818 87 87
f.gaubert@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.ch
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2021	2020	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	18'474	44'371	(25'897)	(58,4)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	822'871	722'502	100'369	13,9
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	126'933	103'208	23'725	23,0
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(806'174)	(737'827)	(68'347)	9,3
Résultat brut d'exploitation	193'590	156'545	37'046	23,7
Résultat opérationnel	104'428	66'391	38'038	57,3
Bénéfice du Groupe	79'164	56'557	22'607	40,0
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres (*)	5,4	3,7	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,4	0,3	-	-
(*) après déduction des dividendes				
Actions (en CHF)				
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	121	85	36	42,1
	2021	2020	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	900'193	1'283'580	(383'387)	(29,9)
Créances sur la clientèle	5'261'982	4'490'190	771'792	17,2
Engagements envers les banques	642'055	956'803	(314'748)	(32,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	16'592'450	14'790'517	1'801'933	12,2
Fonds propres	1'524'500	1'553'121	(28'621)	(1,8)
Total du bilan	19'771'360	18'376'978	1'394'382	7,6
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	22,6%	23,2%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	23,0%	23,5%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	151,2%	147,7%	-	-
Ratio de levier en %	6,0%	6,8%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	177'649	167'850	9'799	5,8
<i>dont prises en compte doubles</i>	12'475	12'418	57	0,5
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	8'162	419	7'743	-
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	2'494	2'522	(28)	(1,1)
- en Suisse	729	763	(34)	(4,5)
- à l'étranger	1'765	1'759	6	0,3
Effectif à la fin de la période	2'480	2'491	(11)	(0,4)
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'431	2'441	(10)	(0,4)

Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des actionnaires du 28 avril 2022

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Après un phénomène de rattrapage dans les pays développés, la croissance mondiale s'est essoufflée en fin d'année à cause des mesures restrictives prises pour contrer la résurgence de l'épidémie de Coronavirus. Ces mesures ont accentué les phénomènes de pénurie et les difficultés d'approvisionnement, notamment dans les pays développés où la demande était soutenue par les subventions publiques.

Dans ce contexte, la Chine semble être sortie renforcée de la crise Covid : elle a pris des parts de marché aux pays occidentaux, et contrairement à ce qui s'est passé dans de nombreux pays industrialisés, ses usines ont continué à tourner pendant toute cette période, lui permettant de battre des records en termes d'exportations.

Dans le même temps, aux Etats-Unis, la surconsommation des ménages, favorisée par les aides qu'ils ont reçus, a engendré une accélération de l'inflation, qui s'est également propagée en Europe. Le redémarrage des économies développées ont par ailleurs renchéri les coûts des matières premières et des sources d'énergie qui pèseront sur les coûts de production et par voie de conséquence sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

Cette situation pourrait toutefois favoriser une transition plus rapide vers une économie neutre en carbone, qui implique des investissements importants. Ces derniers tardent pourtant à être mis en œuvre de façon coordonnée.

Au cours de cette année, les plans de relance et le déploiement de la vaccination confirment le rebond des marchés engagés un an plus tôt.

La crise sanitaire qui a perduré en 2021, nous a incités à faire preuve d'agilité et de résilience. Nous avons continué à rester au plus près de nos clients. Nos équipes ont fait preuve d'un grand professionnalisme et de flexibilité dans l'organisation de leur quotidien pour assurer la continuité de nos activités et la conduite de nos projets, pour garantir un niveau de service à la hauteur des attentes de nos clients.

Ancré dans l'économie réelle, engagé de longue date dans l'investissement à impact, le Groupe voit sa stratégie confortée par les tendances actuelles et l'urgence des grands défis sociétaux mise en lumière par la crise Covid-19. Cette stratégie délivre de la valeur pour nos clients et constitue un véritable levier de performance pour le Groupe.

En 2021, Edmond de Rothschild a ainsi engrangé des succès commerciaux importants sur l'ensemble de ses activités, fort de

sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Nous continuons de nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation, nos outils et notre contenu, afin de servir au mieux nos clients. Nous continuons à renforcer notre positionnement sur des thématiques pour offrir à nos clients des solutions d'investissement qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

L'année 2021 a été marquée par de nombreux recrutements stratégiques. Tout d'abord, l'équipe commerciale dirigée par Marie Jacot-Cardoen, nommée Global Head of Distribution en 2020, s'est renforcée, afin de servir au mieux nos clients et d'adresser de nouveaux marchés :

Regine Wiedmann a rejoint le Groupe avant l'été à Francfort pour diriger l'activité commerciale de l'Asset management en Allemagne et en Autriche, avec un focus particulier sur l'activité Wholesale.

Birgit Haas a été recrutée en tant que Head of Distribution pour diriger les équipes commerciales de l'Asset Management en Suisse, l'un de nos marchés clés, et développer notre activité à la fois sur le segment des institutionnels, de la distribution, ainsi que des multi-family offices.

Corinne Crawford a rejoint nos équipes à Londres en tant que Global Head of Consultant Relations poste nouvellement créé. Sa mission est d'approfondir et d'élargir les relations avec les consultants institutionnels, visant à accroître la visibilité et la disponibilité des expertises de conviction clés, tant sur les actifs liquides que sur les actifs illiquides.

Par ailleurs, Rupert Pybus a rejoint nos équipes à Paris pour prendre en charge une nouvelle fonction de Global Head of Marketing & Products. Membre du Comité de Direction Global Asset Management, il assure la supervision des équipes Marketing, Appels d'offres, Product Management et Product Specialist. Il a notamment pour objectif de mettre en œuvre une stratégie globale pour améliorer la visibilité de notre savoir-faire et de notre marque en gestion d'actifs. Enfin, les équipes de gestion se sont étoffées au cours de l'année 2021. Caroline Gauthier, Coresponsable de la Gestion Actions, a intégré nos

équipes au deuxième semestre 2021. De nouveaux gérants ont également été recrutés dans les équipes Multi-Asset & Overlay, Actions et Obligations renforçant ainsi nos capacités de gestion.

2021 a été une année marquée par de nombreux succès pour nos activités de gestion d'actifs. Après des exercices 2019 et 2020 qui avaient vu un recul des encours en raison notamment d'une décollecte sur plusieurs expertises liquides, 2021 aura été marqué par un fort rebond de la collecte, que ce soit pour les stratégies liquides ou pour les actifs réels.

Concernant les actifs liquides : Fait marquant, EdR Fund Big Data a franchi la barre symbolique d'un milliard d'euros d'encours, porté notamment par une collecte nette avoisinant les 370 millions d'euros en 2021. Ce succès traduit le fort intérêt des investisseurs pour la thématique, ainsi que pour la performance du fonds depuis sa création. Lancé en août 2015, Edmond de Rothschild Fund Big Data enregistre une performance annualisée de +15,3% contre une performance de +13% pour son indice de référence. Nous avons également constaté des niveaux élevés de collecte sur plusieurs de nos stratégies actions : EdR SICAV Euro Sustainable Equity (+82 millions d'euros) a franchi la barre des 600 millions d'euros sous gestion en 2021. Le fonds EdR Fund Human Capital lancé fin 2020 atteint désormais près de 140 millions d'euros. C'est une stratégie ISR particulièrement importante pour notre Groupe avec un focus sur le pilier Social. Côté obligataire, notre stratégie d'allocation obligataire EdR Fund Bond Allocation a connu une collecte très dynamique de plus de 200 millions d'euros.

Du côté des lancements de fonds, après une année 2020 particulièrement dynamique (lancement de 3 fonds actions thématiques), 2021 a été marquée par un seul lancement de fonds ouvert en fin d'année : le fonds EdR SICAV Corporate Hybrid Bonds qui investit majoritairement dans la dette hybride d'entreprises non financières de toutes zones géographiques et complète notre offre en gestion obligataire.

Enfin, la plateforme de Gestion déléguée a poursuivi sa croissance avec l'intégration en 2021 de nouvelles stratégies qui complètent l'offre existante notamment sur les marchés obligataires.

Sur le volet commercial, de nouveaux partenariats ont été mis en place l'an dernier confirmant le dynamisme de l'activité de business development. Edmond de Rothschild Asset Management va notamment accroître sa présence en Amérique latine grâce à un partenariat de distribution avec SURA Investment Management, permettant de distribuer une large gamme de fonds sur les marchés retail et institutionnel au Mexique, en Colombie, au Pérou et en Uruguay.

Concernant les actifs réels : La plateforme actifs réels a poursuivi son fort développement, avec une collecte élevée concernant les trois métiers que sont l'immobilier, le private equity et la dette d'infrastructure.

Edmond de Rothschild Private Equity a poursuivi activement sa croissance, dépassant la barre des 3,5 milliards de francs suisses d'encours sous gestion, avec une collecte brute d'un milliard de francs suisses. Parmi les nombreux succès, figurent la levée en un temps record et au-dessus du hard cap de Gingko 3 et un nouveau partenariat en Agritech – food Tech avec l'équipe PeakBridge. 30 investissements ont été réalisés pour plus de 500 millions d'euros investis et 9 sorties pour près de 220 millions d'euros distribués. 2021 a également été placée sous le signe de l'innovation à destination de nos investisseurs.

La gamme d'investissements immobiliers, désormais regroupée sous la bannière Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, continue de se développer et de se diversifier afin de proposer des produits adaptés à la conjoncture actuelle.

Enfin, la plateforme de dette d'infrastructures BRIDGE (Benjamin de Rothschild Infrastructure Debt Generation) a déjà atteint son objectif d'égaliser la levée de fonds précédente. La levée de fonds de BRIDGE V, toujours en cours, est déjà assurée de dépasser celle de BRIDGE IV, qui avait clôturé avec 1,25 milliard d'euros en février 2020. Lancé en 2014 avec 400 millions d'euros, BRIDGE se rapproche désormais de 4 milliards d'euros de capitaux levés. L'expansion géographique étant essentielle à la croissance de la plateforme au cours des prochaines années, des stratégies américaines et plus globales sont notamment à l'étude.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients.

Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

Lars Kalbreier, Chief Investment Officer pour la Banque privée du Groupe Edmond de Rothschild, fonction directement rattachée à Christophe Caspar, Global CEO Asset Management, arrivé en 2020, supervise l'ensemble des activités de gestion, discrétionnaire et de conseil en investissement pour la banque privée. Il est responsable de l'élaboration de la stratégie d'allocation d'actifs, de sa mise en œuvre et du développement de solutions d'investissement innovantes, dédiées aux clients privés.

La banque privée, métier historique du groupe, accompagne ses clients privés de façon dynamique et anticipe au mieux leurs besoins. Pour cela, le Groupe a constitué une gamme de produits et de services, au plus près de l'économie réelle et des préoccupations des entrepreneurs.

La banque privée du Groupe Edmond de Rothschild a ainsi développé la capacité d'assembler pro-activement des solutions et des expertises pour accompagner ses clients à chaque étape de la transformation de leur patrimoine.

Elle propose pour cela un accès à des investissements, des conseils et un service expert : opération de M&A, planification financière, analyse patrimoniale, conseil en assurance-vie, prise en compte des contraintes patrimoniales propres à la cession d'une entreprise à capitaux familiaux.

Tous ces savoir-faire sont orchestrés par le banquier privé, pivot de la relation client, qui adopte une vision holistique des différents actifs afin d'élaborer une allocation stratégique pour les clients.

Dans le contexte inédit de la crise sanitaire subit depuis 2020, nos équipes de banquiers, sont restées opérationnelles grâce à un passage très rapide en télétravail dès le début du confinement. Elles ont ainsi pu rester présentes auprès de leurs clients pour les informer et les conseiller dans cette période particulièrement inédite sur les marchés et gérer au mieux leurs portefeuilles.

En 2021, fort de nos convictions d'investissement alliant rendement financier et impact, Edmond de Rothschild a accéléré le déploiement de solutions d'investissement socialement responsable et fait évoluer sa proposition de valeurs pour mieux répondre aux attentes de sa clientèle (mandat de gestion ISR, Thématique, Structurés...).

Par ailleurs, les équipes de Gestion Conseillée a su, dans ces périodes de forte volatilité, être très présente auprès des clients pour gérer au mieux leurs portefeuilles. Les encours gérés par cette équipe ont aussi significativement augmenté.

Enfin, dans un souci constant de répondre aux besoins de financement de ses clients privés, la Banque continue également de développer de façon maîtrisée son offre de crédit, qui a dépassé la barre des CHF 7 milliards d'engagements.

France

L'activité commerciale est restée très dynamique en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a ainsi enregistré en 2021 une progression des encours de près de 11%.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent elles aussi d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe. A ce titre, 2021 a été une année historique sur le nombre de transactions traitées.

Les secteurs résilients, notamment la santé, l'énergie et la Tech et le digital ont continué à susciter l'intérêt des investisseurs.

Monaco

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2021. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs sur la période de près de 17%.

Luxembourg

La dynamique commerciale d'Edmond de Rothschild (Europe) est restée soutenue tant en asset management qu'auprès de clients privés.

La Succursale de Belgique a lancé en 2021 son plan de développement commercial qui s'est traduit par une hausse des encours de près de 16%.

La Succursale d'Espagne a connu une belle dynamique commerciale avec une hausse de 12% des encours.

La Succursale du Portugal a également poursuivi son développement avec une croissance de 15% des encours moyens sous gestion.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Ces activités regroupent une quarantaine de collaborateurs. Avec CHF 2,9 milliards d'encours sous gestion, notre plateforme israélienne est présente aussi bien en banque privée qu'en gestion d'actifs.

Résultats

Comptes consolidés

Les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année 2021 à CHF 178 milliards, en hausse de 6% par rapport à l'an dernier, en lien principalement avec une dynamique commerciale plus soutenue et des effets marché et change favorables.

Sur l'année, le groupe Edmond de Rothschild a enregistré en 2021 une collecte nette positive de CHF 8,2 milliards, provenant principalement de la clientèle privée (CHF 5,4 milliards) et de la poursuite du développement de la plateforme d'actifs réels (près de CHF 2,6 milliards).

La collecte nette auprès de la clientèle privée a bénéficié de la dynamique commerciale en France, au Luxembourg et à Monaco et de l'attractivité de notre plateforme pour les gérants de fortune indépendants en Suisse. Elle a été portée par les efforts déployés pour accompagner nos clients dans le contexte de crise en leur proposant des solutions innovantes avec le lancement de nouveaux mandats et certificats d'investissement thématiques et la mise en place de club-deals.

Véritable pilier de notre stratégie de maison d'investissements, notre plateforme d'Actifs Réels avoisine désormais CHF 20 milliards sous gestion à fin 2021, portée par la contribution positive des 3 métiers qui la composent (dette d'infrastructure, Immobilier, Private Equity).

À CHF 1'000 millions, les revenus progressent de près de 12 % par rapport à l'an dernier. Les revenus récurrents des activités de banque privée et de gestion d'actifs ont augmenté, portés par la progression de la masse sous gestion. L'année est particulièrement marquée par un niveau d'activité soutenu sur les sources de revenus non linéaires. Ainsi, il faut noter l'important volume transactionnel sur chacun des pôles d'Actifs Réels et la hausse des facturations de Corporate Finance par rapport à 2020. Les commissions de surperformance contribuent pour plus de CHF 60 millions, en progression de CHF 25 millions par rapport à 2020.

Le résultat net des opérations d'intérêts est en baisse de CHF - 26 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est liée notamment à la hausse des engagements résultant des dépôts de la clientèle et la hausse par conséquent de la charge d'intérêt.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de près de 14% pour s'établir à CHF 823 millions, comparés à CHF 723 millions en 2020. Le développement des activités de Banque Privée et d'Asset Management affichent une croissance significative.

Le résultat des opérations de négoce augmente de près de CHF 24 millions, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 127 millions, comparés à CHF 103 millions en 2020.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à plus de CHF 31 millions, en hausse de 30% par rapport à l'exercice précédent.

Le taux de marge brute induit est en progression, en passant de 54 bps en 2020 à 57 bps, marqué par un marché plus favorable et la contribution des commissions non liée aux encours.

À CHF 806 millions, les charges d'exploitation affichent une progression de l'ordre de 9% sur l'année, traduisant une hausse des frais de personnel liés à la hausse des résultats.

Au global, le résultat brut d'exploitation s'établit à CHF 194 millions, en progression de près de 24%.

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 81 millions, en hausse de CHF +4 millions.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 8 millions, comparées à CHF 13 millions en 2020. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et Edmond de Rothschild (Europe).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 104 millions, contre CHF 66 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 16 millions, composés notamment d'une plus-value de cession immobilière de près de 15 millions de CHF. Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 2 MCHF et sont principalement composées de cessions et mise au rebut d'immobilisations.

La variation des réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 3 millions en 2021, comparés à CHF 46 millions en 2020.

Les impôts s'établissent à CHF 43 millions, comparés à CHF 60 millions en 2020.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 79 millions, contre 57 millions de CHF en 2020.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 19,8 milliards, comparé à CHF 18,4 milliards au 31 décembre 2021.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a progressé de 10.6 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 17,3 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 140,4 millions, comparées à CHF 96,8 millions en 2021.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'641 millions, comparé à CHF 1'874 millions en 2020, en baisse de 12.4%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 238 millions, comparés à CHF 280 millions en 2020.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 17,2 milliards, comparés à CHF 15,7 milliards en 2020. Ils représentent 87.2 % du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 1.8 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 156,4 millions, comparées à CHF 159,2 millions en 2020.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,52 milliard. Ils représentent 7.7 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 23.0% à fin décembre 2021, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 601,7 millions.

Perspectives pour l'année 2022

En ce début d'année 2022, marqué par une situation géopolitique tendue liée à la crise en Ukraine et par les conséquences macro-économiques de la crise sanitaire, le Groupe poursuit la mise en œuvre de sa stratégie fondée sur l'idée que la richesse doit servir à construire demain et à financer l'économie réelle. Cette ambition apparaît plus que jamais pertinente dans le contexte actuel.

Le Groupe va accélérer sa stratégie de différenciation autour d'investissements de convictions associée à d'importants moyens de recherche et une stratégie d'innovation soutenue dans l'objectif de délivrer de la performance à long terme : concentration sur une sélection de stratégies bien identifiées, feuille de route ambitieuse pour nos investissements socialement responsables sur la période 2022-2025 et renforcement de nos gammes thématiques.

En matière de banque privée, Edmond de Rothschild a la volonté de renforcer sa position de référence. Parallèlement à des recrutements de banquiers, le Groupe va capitaliser sur la qualité de ses équipes pour continuer son innovation produit (mandat de Private Equity, accélération des club deals, mandat thématique), et son expérience clients (notamment via la digitalisation et la force de son écosystème).

Enfin, la crise sanitaire accélère l'enjeu de digitalisation des entreprises et l'ensemble du Groupe entend s'inscrire dans cette démarche.

Nous envisageons 2022 avec confiance compte tenu de la solidité du Groupe, de la pertinence de notre modèle et des succès enregistrés en 2021. Plus que jamais, nous sommes mobilisés aux côtés de nos actionnaires.

Le Conseil d'Administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Edmond de Rothschild (Suisse) SA, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux comptes consolidés (pages 46 à 87) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité du Conseil d'Administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'Administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'Administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Christophe Kratzer

Expert-réviseur
Réviseur responsable

Yves-André Trabichet

Genève, le 7 avril 2022

Bilan

consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2021	2020	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	19	9'161'340	8'264'509	896'831	10,9
Créances sur les banques	19	900'193	1'283'580	(383'387)	(29,9)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	45'607	-	45'607	-
Créances sur la clientèle	2,19	5'261'982	4'490'190	771'792	17,2
Créances hypothécaires	2,19	1'881'810	1'552'505	329'305	21,2
Opérations de négoce	3,19	257	11'997	(11'740)	(97,9)
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	140'442	96'783	43'659	45,1
Immobilisations financières	5,19	1'640'580	1'873'862	(233'282)	(12,4)
Comptes de régularisation		238'208	280'216	(42'008)	(15,0)
Participations non consolidées	6,7	14'453	12'554	1'899	15,1
Immobilisations corporelles	8	282'545	299'012	(16'467)	(5,5)
Valeurs immatérielles	9	142'153	156'051	(13'898)	(8,9)
Autres actifs	10	61'790	55'719	6'071	10,9
Total des actifs	11,20,21,23	19'771'360	18'376'978	1'394'382	7,6
Total des créances subordonnées		-	-	-	-
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2021	2020	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	19	642'055	956'803	(314'748)	(32,9)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	16'592'450	14'790'517	1'801'933	12,2
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	105'645	186'330	(80'685)	(43,3)
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	421'130	403'554	17'576	4,4
Comptes de régularisation		383'337	337'859	45'478	13,5
Autres passifs	10	48'915	90'255	(41'340)	(45,8)
Provisions	15	53'328	58'539	(5'211)	(8,9)
Réserves pour risques bancaires généraux		156'412	159'239	(2'827)	(1,8)
Capital social	16	58'694	58'694	-	-
Réserve issue du capital		502'391	502'391	-	-
Réserve issue du bénéfice		912'643	921'605	(8'962)	(1,0)
Réserve de change		(193'665)	(160'137)	(33'528)	20,9
Intérêts minoritaires au capital propre		8'861	14'772	(5'911)	(40,0)
Bénéfice consolidé de l'exercice		79'164	56'557	22'607	40,0
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		8'093	6'527	1'566	24,0
Total des fonds propres		1'524'500	1'553'121	(28'621)	(1,8)
Total des passifs	20,23	19'771'360	18'376'978	1'394'382	7,6
Total des engagements subordonnés		21'695	25'000	(3'305)	(13,2)
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2,24	232'701	195'589	37'112	19,0
Engagements irrévocables	2	1'034'558	870'927	163'631	18,8
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	2	420'666	277'449	143'217	51,6

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Notes	2021	2020	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes	28	43'317	36'110	7'207	20,0
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		3	6	(3)	(50,0)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		15'353	27'757	(12'404)	(44,7)
Charges d'intérêts	28	(40'181)	(19'477)	(20'704)	106,3
Résultat brut des opérations d'intérêts		18'492	44'396	(25'904)	(58,3)
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	15	(18)	(25)	7	(28,0)
Résultat net des opérations d'intérêts		18'474	44'371	(25'897)	(58,4)
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		950'794	824'665	126'129	15,3
Produit des commissions sur les opérations de crédit		5'245	4'153	1'092	26,3
Produit des commissions sur les autres prestations de service		68'689	68'904	(215)	(0,3)
Charges de commissions		(201'857)	(175'220)	(26'637)	15,2
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		822'871	722'502	100'369	13,9
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	27	126'933	103'208	23'725	23,0
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		5'182	4'730	452	9,6
Produit des participations		7'195	5'161	2'034	39,4
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		5'552	2'863	2'689	93,9
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		1'643	2'298	(655)	(28,5)
Résultat des immeubles		367	367	-	-
Autres produits ordinaires		25'766	19'476	6'290	32,3
Autres charges ordinaires		(7'024)	(5'443)	(1'581)	29,0
Autres résultats ordinaires		31'486	24'291	7'195	29,6
Charges de personnel	29	(550'406)	(491'927)	(58'479)	11,9
Autres charges d'exploitation	30	(255'768)	(245'900)	(9'868)	4,0
Charges d'exploitation		(806'174)	(737'827)	(68'347)	9,3
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	33	(80'827)	(76'718)	(4'109)	5,4
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	31	(8'335)	(13'436)	5'101	(38,0)
Résultat opérationnel		104'428	66'391	38'038	57,3
Produits extraordinaires	32	16'389	5'660	10'729	189,6
Charges extraordinaires	32	(1'623)	(936)	(688)	-
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	32	2'828	45'290	(42'462)	(93,8)
Impôts	35	(42'858)	(59'848)	16'990	(28,4)
Bénéfice consolidé de l'exercice	34	79'164	56'557	22'607	40,0
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		8'093	6'527	1'566	24,0

État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2021	58'694	502'391	921'605	159'239	(160'137)	14'772	56'557	1'553'121
Différences de change	-	-	-	1	(33'528)	(474)	-	(34'001)
Dividendes	-	-	(60'015)	-	-	(9'111)	-	(69'126)
Autres distributions	-	-	50'030	-	-	6'527	(56'557)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(2'828)	-	-	-	(2'828)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	1'023	-	-	(2'853)	-	(1'830)
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	79'164	79'164
Capitaux propres au 31 décembre 2021	58'694	502'391	912'643	156'412	(193'665)	8'861	79'164	1'524'500

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau des flux de trésorerie

consolidé au 31 décembre 2021 (en milliers de CHF)

En milliers de CHF	2021			2020		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de l'exercice	79'164	-		56'557	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	2'828		-	45'290	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	80'827	-		76'718	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	13'454	18'665		8'349	16'981	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	139	1'917		2'164	1'375	
Délimitations actives	35'937	-		-	5'632	
Délimitations passives	4'140	-		-	42'983	
Dividende de l'exercice précédent	-	60'015		-	50'007	
Solde	213'661	83'425	130'236	143'788	162'268	(18'480)
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Ecritures par les réserves	1'023	45'967		53	17'658	
Modification des propres titres de participation	-	-		8'760	2'393	
Solde	1'023	45'967	(44'944)	8'813	20'051	(11'238)
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées	494	1'857		2'797	1'551	
Immeubles	4'239	-		-	-	
Autres immobilisations corporelles	2'688	52'896		102	47'685	
Valeurs immatérielles	-	9'723		-	2'221	
Différence de change	4'694	-		2'645	-	
Solde	12'115	64'476	(52'361)	5'544	51'457	(45'913)

	2021			2020		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	-	10'606		10'685	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	-	24'500		-	1'929	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	5'582	-		-	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	52'984	-		23'357	-	
Créances sur les banques	141	-		6'045	-	
Créances sur la clientèle	-	108'848		-	79'182	
Créances hypothécaires	-	255'036		-	262'486	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	13'660		-	-	
Immobilisations financières	267'053	-		-	88'434	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	-	304'142		-	40'067	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'826'433	-		1'150'824	-	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	-	86'267		72'128	-	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	35'408		-	119'991	
Créances sur les banques	383'246	-		-	15'303	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	45'607		54'270	-	
Créances sur la clientèle	-	661'166		-	420'027	
Créances hypothécaires	-	74'269		-	128'913	
Opération de négoce	11'740	-		5'336	-	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	29'999		-	15'155	
Immobilisations financières	-	33'771		-	177'120	
Solde	2'547'179	1'683'279	863'900	1'322'645	1'348'607	(25'962)
Etat des liquidités :						
Liquidités	-	896'831		101'593	-	
Solde	-	896'831	(896'831)	101'593	-	101'593
Total des sources et emplois de fonds	2'773'977	2'773'977		1'582'383	1'582'383	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 67 à 71).

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'431 collaborateurs, comparés à 2'441 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › Edmond de Rothschild Euro Industrial Real Estate Access Fund SICAV-RAIF, Senningerberg
- › Amethis MENA II General Partner S.à r.l., Luxembourg
- › ERES IV GP, Paris
- › Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris
- › ELYAN PARTNERS SAS, Paris
- › Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à r.l., Luxembourg
- › Perelis, Paris
- › EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- › LCFR UK PEP Limited, London
- › Copri III S.A., Luxembourg
- › CFSH Secondary Opportunities S.A, SICAR Luxembourg
- › EDRRIT Limited, Londres
- › CTBR Luxembourg, Luxembourg

Processus de liquidation en cours :

- › Iberian Renewable Energies GP S.à r.l., Luxembourg

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method ») ; le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

› Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), TIIC Advisor SAS (49 %), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %), PEARL Advisory SAS (49%), SICIT, – Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44%), Ginkgo Advisor Limited, London (49%), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%), ERAAM SAS, Paris (34%), Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (25%), EdR Dortmund Hiltropwall GP S.à r.l., Luxembourg (44%), Amethis Advisory Europe S.A.S.U., Paris (49%), Elyan Partners SAS, Paris (49%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (LB), à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC).

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2021.

Modification des chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte de l'affectation d'autres valeurs immatérielles. Les modifications ont trait à la présentation de position au bilan (sous les rubriques "immobilisations corporelles" et "valeurs immatérielles") ainsi qu'aux notes 8 et 9 des états financiers.

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres et des participations convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes

sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2021		2020	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	1,0331	1,0799	1,0802	1,0720
USD	0,9121	0,9115	0,8803	0,9373
GBP	1,2295	1,2537	1,2015	1,2102

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les créances sur la clientèle sont composées de crédits lombards garantis par des titres, alors que les créances hypothécaires sont couvertes par des gages hypothécaires. Par conséquent, aucun correctif de valeur pour les créances non compromises n'est comptabilisé. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagos correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, les titres de participation et les immeubles repris dans les opérations de crédit et destinés à la revente sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans. Les autres immobilisations corporelles se composant du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private Equity, de l'Immobilier, du Corporate Finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'Administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité d'audit et des risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;

- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d'anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d'instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de 1^{er} niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l'ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l'organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place dans l'ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l'évolution réglementaire et à l'exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n'ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d'échéance et de s'exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d'intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d'échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l'évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant

de contrôler la structure des échéances. D'une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d'un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d'échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque d'insolvabilité de l'une des contreparties financières ou d'un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d'instruments financiers.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L'activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque Privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l'aide d'opérations de financement, d'émissions de garanties, d'autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private Equity du Groupe, à l'émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d'assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantissements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private Equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

*Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.*

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour compte propre de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le Groupe à des fins de surveillance consolidée :

- › l'exécution de Risk Control Self Assessments (RCSA) permettant une revue des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de 1^{er} ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (Risk Ownership) ;
- › la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'actions définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- › la gestion des Key Risk Indicators (définition, remontée par les Métiers et fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'actions éventuellement nécessaires pour maintien endéans les seuils de tolérance définis).

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques, elle a notamment pour mission d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des risques / Comité exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Dans le cadre de ses activités, le groupe Edmond de Rothschild recourt à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la réglementation applicable, en particulier la circulaire FINMA 2018/3, notamment s'agissant de la gestion du système bancaire, de certaines applications périphériques, de l'infrastructure informatique de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe) ainsi que des fonctions de support de l'activité de banque dépositaire de fonds de Edmond de Rothschild (Europe). De même, la conservation des titres de Edmond de Rothschild (France) et certaines autres activités sont externalisées. Enfin, Edmond de Rothschild (Monaco) externalise certains services d'investissement au sein du Groupe Edmond de Rothschild (gestion discrétionnaire) et certains services de paiement (chèques) à des prestataires externes.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise la valeur des gages initialement retenue au plus tard lors de chaque échéance ou du renouvellement ou, à plus court terme, en fonction des régulations locales en vigueur, ou de l'évolution des marchés. Elles le sont au plus tard tous les 5 ans voire 3 ans notamment pour les biens à l'étranger, les objets de rendement ou d'une valeur de plus de CHF 10 millions.

Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus.

Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet.

La Banque obtient une expertise récente (datant de moins de 6 mois) adressée à son attention, rendue par un cabinet d'expertise immobilière agréé pour évaluer la valeur des biens d'habitation financés. Celle-ci est basée sur la méthode comparative. Pour les immeubles de rendement (locatifs ou mixte), l'expertise indique la valeur vénale de l'objet basée sur un calcul de valeur de rendement.

Pour les biens destinés à l'habitation s'y prêtant, les estimateurs internes utilisent un modèle d'évaluation hédoniste (méthode statistique de comparaison). Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation.

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Les conditions de marché qui prévalent à la suite du conflit entre la Russie et l'Ukraine sont étroitement surveillées et suivies par le Groupe.

Le Groupe a déterminé que des événements subséquents ne donnent pas lieu à un ajustement. En conséquence, il n'y a aucun impact ni sur le bilan ni sur le compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2021

2020

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		2021	2020
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension		45'607	-
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension		-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension		-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction		46'184	-
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>		523	-
<i>dont titres aliénés</i>		-	-

En milliers de CHF	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises				
Couvertures des créances et des opérations hors bilan				
Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Créances sur la clientèle	31'090	5'097'402	140'871	5'269'363
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	1'403'139	197'795	-	1'600'934
- immeubles commerciaux	237'230	-	-	237'230
- immeubles artisanaux et industriels	43'646	-	-	43'646
Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2021	1'715'105	5'295'197	140'871	7'151'173
Total 2020	1'563'519	4'388'094	100'223	6'051'836
Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)				
Total 2021	1'715'105	5'295'197	133'490	7'143'792
Total 2020	1'563'519	4'388'094	91'082	6'042'695

Hors bilan

Engagements conditionnels	-	231'619	1'082	232'701
Engagements irrévocables	1'656	985'665	47'237	1'034'558
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	393'719	26'948	420'666
Total 2021	1'656	1'611'003	75'267	1'687'925
Total 2020	5'739	1'212'226	126'001	1'343'966

En milliers de CHF	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Créances compromises				
Total 2021	32'841	25'536	7'305	7'381
Total 2020	9'837	790	9'047	9'141

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.10% du total des créances sur la clientèle et créances hypothécaires au 31.12.2021 (0.16% au 31.12.2020).

En milliers de CHF

2021

2020

3 Répartition des opérations de négoce**Actif****Opérations de négoce**

Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire

72

-

dont cotés

72

-

Titres de participation

185

11'997

Total des actifs**257****11'997***dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation*

-

-

dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités

-

-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Swaps	5'550	679	1'133'403	5'317	3'944	455'729
Options (OTC)	96	96	150'793	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	100'489	71'951	14'974'813	-	-	-
Options (OTC)	2'739	2'705	626'655	-	-	-
Titres de participation / indices						
Options (OTC)	26'251	26'270	813'589	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2021	135'125	101'701	17'699'253	5'317	3'944	455'729
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	135'125	101'701	17'699'253	5'317	3'944	455'729
Total 2020	96'685	174'673	16'067'813	98	11'657	485'500
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	96'685	174'673	16'067'813	98	11'657	485'500

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2021	140'442	105'645
Total 2020	96'783	186'330

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	92'097	48'344

En milliers de CHF	2021	2020	2021	2020
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	774'833	1'041'456	775'503	1'054'794
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	774'833	1'030'783	775'503	1'044'121
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	-	10'673	-	10'673
Titres de participation	346'817	351'935	424'586	376'471
Métaux précieux	508'502	468'874	508'502	468'874
Immeubles	10'428	11'597	10'428	11'597
Total	1'640'580	1'873'862	1'719'019	1'911'736
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	48'933	64'438	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	185'841	214'563	243'101	61'879	-	69'449

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Le Groupe utilise les notations de deux agences (Standard & Poor's et Moody's), exprimées selon la grille de notations de Standard & Poor's. Lorsque deux notations distinctes sont disponibles, la plus défavorable est retenue (pondération-risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations fedafin AG à long terme de l'émetteur sont utilisées pour le segment de marché des corporations de droit public (collectivités territoriales en Suisse).

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2021	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Valeur de marché
6 Présentation des participations non consolidées									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	11'941	-	11'941	547	1'756	(494)	-	13'750	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	11'941	-	11'941	547	1'756	(494)	-	13'750	-
Autres participations	2'156	(1'543)	613	(11)	101	-	-	703	64'806
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	64'806
- sans valeur boursière	1'851	(1'543)	308	(11)	101	-	-	398	-
Total des participations non consolidées	14'097	(1'543)	12'554	536	1'857	(494)	-	14'453	64'806

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenion (en %)	
		(en milliers)		(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	directe	indirecte
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2021
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	58'694	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	-
Rotomobil S.A., Genève	CHF	100	100	100	100	100	100	100	-
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild REIM (Suisse) S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	83'076	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	13'900	100	100	100	100	100	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Copri III S.A., Luxembourg (vendue)	EUR	-	747	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris,	EUR	61	61	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74'534	74'534	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	directe	indirecte
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11'034	11'034	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15'000	15'000	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (France) SAS, Paris	EUR	250	250	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	99	100	100	-	100
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	99	100	99	-	100
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	7'035	100	100	100	100	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	6'040	100	100	100	100	-	100
EDRRIT Limited, Londres (liquidée)	GBP	-	278	-	100	-	100	-	-
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited,	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	31'688	29'388	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	5'501	5'501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	2'700	2'700	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China S. à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
LCFR UK PEP Limited, London (dissoute)	GBP	-	530	-	100	-	100	-	-
Financière Eurafrique, Paris, Luxembourg	EUR	2'339	2'339	100	100	100	100	-	100
L'Immobilière Opéra - Immopéra, Luxembourg	EUR	229	229	100	100	100	100	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	175	63	63	63	63	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		(en %)	Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2021	2020	2021	2020		2021	2020	directe	indirecte
CFSH Secondary Opportunities S.A., SICAR, Luxembourg (radiée)	EUR	-	2'326	-	100	-	100	-	-	
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100	
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100	
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	72	72	72	69	-	100	
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	165	58	58	58	58	-	100	
CTBR Luxembourg, Luxembourg (radiée)	CHF	-	15'877	-	97	-	98	-	-	
Edmond de Rothschild Private Equity Luxembourg S.A., Leudelange	EUR	881	881	100	100	100	100	-	100	
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg, fusion Amethis Group	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50	
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100	
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	-	100	
Edmond de Rothschild Private Equity S.A.,	EUR	1'640	1'640	100	100	100	100	100	-	
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	110	110	71	71	73	73	-	73	
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	66	60	66	60	-	66	
TiIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51	
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51	
Amethis Group, S. à r.l., Leudelange	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51	
Amethis Fund II Management, S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	51	46	100	90	-	100	
Amethis Maghreb, S.à r.l., Leudelange	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100	
Privilege Access Management, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51	
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	38'235	42'475	98	98	98	98	-	98	
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51	
Smart Estate Management 1, S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51	
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	48'770	22'496	100	100	100	100	-	100	
EdR Hospitality Partners S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51	
Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	100	100	-	100	
Smart Estate Management 2 Sàrl , Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100	

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social		Part au capital		Part aux voix		Détenition (en %)	
		(en milliers)	(en %)	(en %)	(en %)	(en %)	directe	indirecte	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2021
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	51	51	51	51	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Direct Access GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	100	100	100	100	-	100
Ginkgo Management III S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management (UK) LLP, Luxembourg	GBP	-	-	51	51	51	51	-	51
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
EdR Real Estate S.A., Leudelange	EUR	975	975	100	100	100	100	100	-
Real Estate Robin Sàrl, Leudelange	EUR	38'095	22'953	100	100	100	100	100	-
Orox Europe S.A., Leudelange	EUR	1'300	1'500	75	75	75	75	-	75
Amethis Mena II GP, Luxembourg	EUR	13	-	48	-	94	-	-	94
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2021, Luxembourg	EUR	280	-	100	-	100	-	-	100
ERES IV GP SAS, Paris	EUR	13	-	100	-	100	-	-	100
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	93	93	93	93	90	3
EdR Euro Industrial Estate Access Fund SICAV-RAIF SA, Senningerberg	EUR	-	-	75	-	100	-	-	100
Cording Co-Invest Verwaltung UG, Frankfurt am Main	EUR	27	27	75	53	100	100	-	100
Cording Property Management LLP, London	GBP	120	120	75	53	100	100	-	100
EDR UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (UK) Limited, London	GBP	102	102	75	53	100	70	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Investment Capital (UK) LLP, London	GBP	100	100	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild HL Nominee Limited, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Real Estate Debt GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Germany) GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild REIM (Benelux) B.V., Amsterdam	EUR	18	18	75	53	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EdR Member Limited, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EdR Nominee Limited, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
Merlin Wharf Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EDRRI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EDR UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EdDRI UK Residential Investment GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	75	53	100	100	-	100
EdDRI UK Residential Investment Limited Partners S.à.r.l., Luxembourg	EUR	12	12	75	53	100	100	-	100
EDRRI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EDRRI Kent Street Birmingham GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EDRRI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam	EUR	4	4	75	53	100	100	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	75	53	100	100	-	100
Edmond de Rothschild RED Carry GP S.à.r.l., Luxembourg	EUR	-	-	75	-	100	-	-	100
Perelis SAS, Paris	EUR	12	-	80	-	80	-	-	80
Orange Carry BV, Amsterdam	EUR	-	-	75	53	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020	directe	indirecte
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	75	53	100	100	-	100
EdR Berlin Light Carry UG (haftungsbeschränkt) & Co.KG, London	EUR	2	2	50	35	67	67	-	67
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	-	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100
Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	-	49
Etranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	50	44	44	44	44	-	44
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A., Leudelange	EUR	275	275	49	49	49	49	-	49
Amethis North Africa, S.à r.l., Casablanca	MAD	300	300	49	49	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	49	49	49	49	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	100	49	49	49	49	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	146'667	25	25	25	25	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	769	34	34	34	34	-	34
ELYAN PARTNERS SAS, Paris	EUR	1	-	49	-	49	-	-	49
EdR Dortmund Hiltropwall GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	33	23	44	44	-	44
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	49	49	49	49	-	49
Amethis Advisory Europe SASU, Paris	EUR	1	-	49	-	49	-	-	49

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2021	Variations de change	Changements d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2021
8 Présentation des immobilisations corporelles									
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	237'566	(90'700)	146'866	(346)	987	-	(4'239)	(3'580)	139'688
Autres immeubles	5'594	(5'594)	-	-	-	-	-	-	-
Software acquis séparément ou développés à l'interne	346'881	(228'822)	118'059	(2'645)	-	43'935	(1'343)	(44'939)	113'067
Autres immobilisations corporelles	328'831	(294'744)	34'087	(889)	(987)	8'961	(1'345)	(10'037)	29'790
Total des immobilisations corporelles	918'872	(619'860)	299'012	(3'880)	-	52'896	(6'927)	(58'556)	282'545

En milliers de CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2021	Variations de change	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2021
9 Présentation des valeurs immatérielles									
Goodwill	307'581	(175'002)	132'579	(393)	-	7'047	-	(19'893)	119'340
Autres valeurs immatérielles	112'444	(88'972)	23'472	(957)	-	2'676	-	(2'378)	22'813
Total des valeurs immatérielles	420'025	(263'974)	156'051	(1'350)	-	9'723	-	(22'271)	142'153

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2021	2020	2021	2020
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	2'396	11'559	3'877	-
Impôts indirects	14'746	17'309	30'925	23'951
Impôts latents actifs	13'650	8'326	-	851
Garanties, cautions	9'218	7'537	-	-
Comptes d'ordre	9'891	10'935	11'783	57'576
Autres	11'888	53	2'330	7'877
Total	61'790	55'719	48'915	90'255

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentées sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2021		2020	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Titres remis en nantissement auprès de la chambre de la bourse et en garantie du trafic des paiements	802	-	809	-
Dépôts en garantie de négoce sur produits dérivés	15'733	15'615	99'583	-
Autres	7'391	-	7'369	-

En milliers de CHF	2021	2020
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	16'777	46'277
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	3'263	552
Total	20'040	46'829

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2021, il n'y a pas de cotisations de l'employeur auprès des institutions de prévoyance (aucune au 31.12.2020)

Indications relatives aux plans de prévoyance

- a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors groupe Edmond de Rothschild (France)

	2021	2021	2020		2021	2020
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2021	Charges de prévoyance dans les charges de personnel
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Plans de prévoyance avec excédent (**)	61'314	-	-	-	(16'800)	(16'800)
Institutions de prévoyance sans actifs propres (**)	-	-	-	-	(5'579)	(6'040)
Total	61'314	-	-	-	(22'379)	(22'127)

(***) Les données 2021 sont basées sur les comptes non audités (derniers comptes audités : 31.12.20)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 106,9% et un excédent de couverture de CHF 40,9 millions au 31 décembre 2020. Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2021, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 110% (sur la base des comptes annuels 2021 non audités). Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2021 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 3% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2021, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque (en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, définies par la circulaire 20/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'à son ordonnance (OEPC)).

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception d'Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

	2021	2021	2020			2021	2020
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2021	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
En milliers de CHF							
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(6'552)	(6'552)	(13'036)	6'485	(4'700)	(4'700)	(8'745)
Total	(6'552)	(6'552)	(13'036)	6'485	(4'700)	(4'700)	(8'745)

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projétés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 0,87% au 31 décembre 2021, contre 0,48% au 31 décembre 2020.

	2021	2020
Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière		
Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	23'363	24'718
Ecart de conversion	(1'019)	(118)
Variation au cours de l'exercice	2'267	(1'237)
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	24'611	23'363
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	36'399	37'891
Ecart de conversion	(1'423)	(181)
Variation au cours de l'exercice	(3'813)	(1'311)
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	31'162	36'399
(Insuffisances) / excédents de couverture	(6'552)	(13'036)
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")	-	-
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique correctifs de valeurs et provisions	(6'552)	(13'036)
Pertes actuarielles non reconnues	-	-

	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable au 31 décembre 2021	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	
En milliers de CHF								
14 Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours								
Negotiable European Commercial Papers (NEU-CP)		19'909	19'909	-	-	-	-	-
Negotiable European Medium Term Notes (NEUMTN)		76'439	35'115	41'324	-	-	-	-
Euro Medium Term Notes (EMTN) (1)		303'087	9'906	34'943	55'701	1'240	32'873	168'424
Titre Super Subordonné (TSS)	2,11%	21'695	-	-	-	-	-	21'695
Total		421'130	64'930	76'267	55'701	1'240	32'873	190'119

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2021, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

	Etat au 1er janvier 2021	Utilisations conformes au but	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2021
En milliers de CHF							
15 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations							
Provisions pour impôts latents	21'373	-	(270)	-	-	(571)	20'532
Provisions pour engagements de prévoyance	13'036	-	(301)	-	253	(6'436)	6'552
Provisions pour autres risques d'exploitation	8'296	(2'818)	(343)	-	2'807	(424)	7'518
Provisions de restructurations	12	-	-	-	5'450	-	5'462
Autres provisions	15'822	(4'098)	(528)	-	4'944	(2'876)	13'264
Total des provisions	58'539	(6'916)	(1'442)	-	13'454	(10'307)	53'328
Réserves pour risques bancaires généraux	159'239	-	1	-	-	(2'828)	156'412
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	9'141	(928)	(104)	18	139	(885)	7'381
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	9'141	(928)	(104)	18	139	(885)	7'381
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients dans plusieurs juridictions et est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte en 2016, suite à une possible fraude au sein du fonds IMDB dans laquelle le nom de Edmond de Rothschild (Europe) S.A. avait été cité, les auditions dans le cadre de l'instruction se sont poursuivies en 2021. La procédure d'instruction suit son cours et pourrait encore durer plusieurs années. À ce stade, il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette procédure. La Banque continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des États concernés dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
16 Capital social			
586'935 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	58'694	58'694	-
Total	58'694	58'694	-

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la Direction, ainsi qu'une partie des collaborateurs, bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2021	2020	2021	2020
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	13'203	3'848	104'343	134'162
Sociétés du groupe	1'478	-	1'662	-
Sociétés liées	408	440	39'823	28'622
Affaires d'organes	-	-	972	2'969
Autres parties liées	51'430	30'894	10'917	857
Total	66'519	35'182	157'717	166'610

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Les autres parties liées se composent de parties (physique ou morale) qui d'une manière directe ou indirecte, exercent une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du groupe. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	9'161'340	-	-	-	-	-	9'161'340
Créances sur les banques	871'877	4'723	23'593	-	-	-	900'193
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	45'607	-	-	-	45'607
Créances sur la clientèle	-	2'766'624	908'411	1'092'945	284'929	209'073	5'261'982
Créances hypothécaires	25'213	278'806	94'056	119'882	445'169	918'684	1'881'810
Opérations de négoce	257	-	-	-	-	-	257
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	988	-	84'712	41'082	4'021	9'639	140'442
Immobilisations financières	764'249	-	46'980	164'077	591'135	74'139	1'640'580
Total 2021	10'823'924	3'050'153	1'203'359	1'417'986	1'325'254	1'211'535	19'032'211
Total 2020	10'180'226	2'671'584	1'036'693	1'258'484	1'357'232	1'069'207	17'573'426
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	604'560	-	37'416	-	79	-	642'055
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	14'627'600	-	1'619'295	326'785	18'770	-	16'592'450
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	616	-	66'311	33'136	2'622	2'960	105'645
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	-	13'461	51'469	166'081	190'119	421'130
Total 2021	15'232'776	-	1'736'483	411'390	187'552	193'079	17'761'280
Total 2020	13'876'659	45	1'683'960	419'369	156'286	200'885	16'337'204

En milliers de CHF	2021			2020		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	2'128'001	7'033'339	9'161'340	2'550'121	5'714'388	8'264'509
Créances sur les banques	658'489	241'704	900'193	972'863	310'717	1'283'580
Créances résultant d'opérations de financement de titres	45'607	-	45'607	-	-	-
Créances sur la clientèle	324'788	4'937'194	5'261'982	255'533	4'234'657	4'490'190
Créances hypothécaires	350'497	1'531'313	1'881'810	306'934	1'245'571	1'552'505
Opérations de négoce	3	254	257	2'234	9'763	11'997
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	32'974	107'468	140'442	27'280	69'503	96'783
Immobilisations financières	632'584	1'007'996	1'640'580	619'448	1'254'414	1'873'862
Comptes de régularisation	51'665	186'543	238'208	57'089	223'127	280'216
Participations non consolidées	685	13'768	14'453	409	12'145	12'554
Immobilisations corporelles	84'129	198'416	282'545	105'015	193'997	299'012
Valeurs immatérielles	108'359	33'794	142'153	125'579	30'472	156'051
Autres actifs	8'996	52'794	61'790	19'096	36'623	55'719
Total des actifs	4'426'777	15'344'583	19'771'360	5'041'601	13'335'377	18'376'978
Passifs						
Engagements envers les banques	508'809	133'246	642'055	814'577	142'226	956'803
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'069'112	15'523'338	16'592'450	1'159'181	13'631'336	14'790'517
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	31'217	74'428	105'645	47'325	139'005	186'330
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	421'130	421'130	-	403'554	403'554
Comptes de régularisation	101'816	281'521	383'337	98'699	239'160	337'859
Autres passifs	12'345	36'570	48'915	2'401	87'854	90'255
Provisions	9'289	44'039	53'328	4'042	54'497	58'539
Réserves pour risques bancaires généraux	128'582	27'830	156'412	131'410	27'829	159'239
Capital social	58'694	-	58'694	58'694	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	502'391	502'391	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	664'410	248'233	912'643	632'536	289'069	921'605
Réserve de change	(21'424)	(172'241)	(193'665)	(21'690)	(138'447)	(160'137)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'182	6'679	8'861	2'183	12'589	14'772
(Perte) / Bénéfice consolidé de l'exercice	(2'732)	81'896	79'164	13'783	42'775	56'557
Total des passifs	3'064'691	16'706'669	19'771'360	3'445'532	14'931'447	18'376'978

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2021		2020	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	4'426'777	22,4	5'041'601	27,4
Autres Europe	13'683'025	69,2	11'646'384	63,4
Amérique du Nord	262'809	1,3	325'955	1,8
Amérique du Sud	59'792	0,3	71'970	0,4
Asie, Australie, Océanie	680'560	3,5	376'203	2,0
Caraïbes	450'827	2,3	476'292	2,6
Afrique, Moyen-Orient	207'570	1,0	438'573	2,4
Total des actifs	19'771'360	100,0	18'376'978	100,0

En milliers de CHF	2021		2020	
	Expositions nettes à l'étranger			
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)				
Actifs				
1 & 2	13'492'641	97,7	11'997'236	97,5
3	50'638	0,4	53'617	0,4
4	77'279	0,6	105'792	0,9
5	26'135	0,2	30'493	0,3
6	20'856	0,1	18'876	0,2
7	26'943	0,2	27'455	0,2
sans notation	108'577	0,8	77'273	0,6
Total	13'803'069	100,0	12'310'742	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

23 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	2'127'221	7'033'972	95	52	9'161'340
Créances sur les banques	45'933	199'322	490'113	164'825	900'193
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	45'607	-	45'607
Créances sur la clientèle	325'131	3'739'724	984'196	212'931	5'261'982
Créances hypothécaires	347'462	1'333'407	-	200'941	1'881'810
Opérations de négoce	44	151	62	-	257
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	67'388	10'200	58'747	4'107	140'442
Immobilisations financières	166'382	647'774	314'573	511'851	1'640'580
Comptes de régularisation	47'605	172'748	3'892	13'963	238'208
Participations non consolidées	908	1'905	-	11'640	14'453
Immobilisations corporelles	84'129	146'589	41	51'786	282'545
Valeurs immatérielles	110'354	31'026	-	773	142'153
Autres actifs	4'940	55'495	400	955	61'790
Total des actifs bilanciaires	3'327'497	13'372'313	1'897'726	1'173'824	19'771'360
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'792'748	2'460'060	8'657'054	1'691'606	15'601'468
Total des actifs 2021	6'120'245	15'832'373	10'554'780	2'865'430	35'372'828
Total des actifs 2020	4'925'320	14'729'161	9'243'590	2'544'184	31'442'255

Passifs

Engagements envers les banques	335'413	215'628	75'181	15'833	642'055
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	788'455	8'710'688	5'405'707	1'687'600	16'592'450
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	65'277	9'949	29'495	924	105'645
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	366'677	54'453	-	421'130
Comptes de régularisation	95'186	266'883	16'412	4'856	383'337
Autres passifs	11'174	34'854	562	2'325	48'915
Provisions	9'289	39'116	-	4'923	53'328
Réserves pour risques bancaires généraux	128'582	27'830	-	-	156'412
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	502'391	-	-	-	502'391
Réserve issue du bénéfice	(95'282)	923'856	783	83'286	912'643
Réserve de change	(21'424)	(171'376)	(355)	(510)	(193'665)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'188	7'005	(47)	(285)	8'861
Bénéfice consolidé de l'exercice	17'627	68'793	(122)	(7'134)	79'164
Total des passifs bilanciaires 2021	1'897'570	10'499'903	5'582'069	1'791'818	19'771'360
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	4'220'148	5'333'763	4'971'120	1'076'437	15'601'468
Total des passifs	6'117'718	15'833'666	10'553'189	2'868'255	35'372'828
Position nette par devise	2'527	(1'293)	1'591	(2'825)	-
Total des passifs 2020	4'926'638	14'727'610	9'245'811	2'542'196	31'442'255

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	230'930	193'831	19,1
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'771	1'758	0,7
Total des engagements conditionnels	232'701	195'589	19,0
Total des créances éventuelles	-	-	

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
25 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	785'314	1'189'089	(34,0)
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'213'137	1'301'819	(6,8)
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	617	29'198	(97,9)
Total	1'999'068	2'520'106	(20,7)

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
26 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution			
a) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	62'273'937	62'995'725	(1,1)
Avoirs sous mandat de gestion	35'590'411	32'431'283	9,7
Autres avoirs administrés	79'784'257	72'423'399	10,2
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)	177'648'605	167'850'407	5,8
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>12'475'097</i>	<i>12'418'466</i>	<i>0,5</i>
b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés			
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux	167'850'407	173'363'942	(3,2)
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>8'161'664</i>	<i>419'016</i>	<i>-</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>5'871'129</i>	<i>(2'091'796)</i>	<i>-</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>(4'234'595)</i>	<i>(3'840'755)</i>	<i>-</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	177'648'605	167'850'407	5,8

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte double. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets en 2021 et 2020 comprennent des éléments non récurrents en lien avec des décisions de recentrage sur nos marchés et clientèles cibles.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
27 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	51'905	42'544	22,0
Opérations de négoce pour compte propre	75'028	60'664	23,7
Total du résultat de négoce	126'933	103'208	23,0
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	(471)	(264)	78,4
Titres de participation (y c. les fonds)	2'949	3'375	(12,6)
Devises	88'101	101'770	(13,4)
Matières premières / métaux précieux	(789)	234	-
Autres opérations de négoce	37'143	(1'907)	-
Total du résultat de négoce	126'933	103'208	23,0
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
28 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs			
Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"			
Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.			
Intérêts négatifs			
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(27'683)	(30'904)	(10,4)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	12'494	11'955	4,5

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
29 Charges de personnel			
Appointements	(415'555)	(371'232)	11,9
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	<i>(116'050)</i>	<i>(83'429)</i>	<i>39,1</i>
Prestations sociales :	(115'924)	(109'363)	6,0
<i>dont contributions sociales légales</i>	<i>(88'845)</i>	<i>(78'491)</i>	<i>13,2</i>
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	<i>(27'079)</i>	<i>(30'872)</i>	<i>(12,3)</i>
Autres charges de personnel	(18'927)	(11'332)	67,0
Total	(550'406)	(491'927)	11,9

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
30 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(47'033)	(45'623)	3,1
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(78'735)	(73'382)	7,3
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(2'335)	(2'174)	7,4
Honoraires de la société d'audit	(4'780)	(4'711)	1,5
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(3'592)	(3'929)	(8,6)
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(1'188)	(782)	51,9
Honoraires	(87'899)	(84'044)	4,6
Autres charges d'exploitation	(34'986)	(35'966)	(2,7)
Total	(255'768)	(245'900)	4,0

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
31 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(8'335)	(13'436)	(38,0)

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
32 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	16'389	5'660	189,6
Charges extraordinaires	(1'623)	(936)	73,5
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	2'828	45'290	(93,8)

En 2021, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations pour CHF 15,4 millions et de produits étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent une moins-value de cession pour CHF 0,250 million et de charges étrangères à l'exploitation.

En 2020, les produits extraordinaires résultent principalement de plus-values de cession de participations (activités de property management dans notre pôle immobilier en Allemagne) pour CHF 2,1 millions, de plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles pour CHF 1,3 million et de produits étrangers à l'exploitation. Les charges extraordinaires comprennent notamment des charges fiscale pour CHF 0,7 million.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
33 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	-	(331)	(100,0)
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(3'580)	(3'185)	12,4
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(44'939)	(41'049)	9,5
- mobilier, matériel, équipement	(10'037)	(10'329)	(2,8)
Valeurs immatérielles	(22'271)	(21'824)	2,0
Total	(80'827)	(76'718)	5,4

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2021			2020		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
34 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	8'465	34'852	43'317	7'073	29'037	36'110
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	3	-	3	6	-	6
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	12'825	2'528	15'353	13'308	14'449	27'757
Charges d'intérêts	5'661	(45'842)	(40'181)	5'149	(24'626)	(19'477)
Résultat net des opérations d'intérêts	26'954	(8'462)	18'492	25'536	18'860	44'396
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(18)	-	(18)	(17)	(8)	(25)
Résultat net des opérations d'intérêts	26'936	(8'462)	18'474	25'519	18'852	44'371
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	233'359	717'435	950'794	221'037	603'628	824'665
Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'541	2'704	5'245	2'866	1'287	4'153
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	4'181	64'508	68'689	4'226	64'678	68'904
Charges de commissions	(27'197)	(174'660)	(201'857)	(26'668)	(148'552)	(175'220)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	212'884	609'987	822'871	201'461	521'041	722'502
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	54'773	72'160	126'933	55'563	47'645	103'208
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	3'498	1'684	5'182	7'935	(3'205)	4'730
Produit des participations	3'272	3'923	7'195	3'076	2'085	5'161
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	2'194	3'358	5'552	2'077	786	2'863
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	1'078	565	1'643	999	1'299	2'298
Résultat des immeubles	143	224	367	164	203	367
Autres produits ordinaires	5'530	20'236	25'766	5'855	13'621	19'476
Autres charges ordinaires	(1'704)	(5'320)	(7'024)	(1'530)	(3'913)	(5'443)
Autres résultats ordinaires	10'739	20'747	31'486	15'500	8'791	24'291
Charges de personnel	(203'100)	(347'306)	(550'406)	(186'455)	(305'472)	(491'927)
Autres charges d'exploitation	(85'033)	(170'735)	(255'768)	(81'163)	(164'737)	(245'900)
Charges d'exploitation	(288'133)	(518'041)	(806'174)	(267'618)	(470'209)	(737'827)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(24'903)	(55'924)	(80'827)	(22'437)	(54'281)	(76'718)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(5'177)	(3'158)	(8'335)	(8'694)	(4'742)	(13'436)
Résultat opérationnel	(12'881)	117'309	104'428	(706)	67'097	66'391
Produits extraordinaires	15'654	735	16'389	2'488	3'172	5'660
Charges extraordinaires	(16)	(1'607)	(1'623)	(199)	(737)	(936)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	2'828	-	2'828	44'982	308	45'290
Impôts	(8'317)	(34'541)	(42'858)	(32'781)	(27'067)	(59'848)
(Perte) / Bénéfice consolidé de l'exercice	(2'732)	81'896	79'164	13'784	42'774	56'557

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2021	2020	Variation %
35 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(49'365)	(61'265)	(19,4)
Impôts différés	6'507	1'417	359,2
Total	(42'858)	(59'848)	(28,4)
Taux d'imposition moyen	(41,0)%	(90,1)%	(54,5)

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

Lors des exercices 2021 et 2020, certaines procédures juridiques et fiscales se sont clôturées dont l'impact fiscal relatif aux années précédentes a été reflété dans la ligne impôts courants

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

GENÈVE
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rue de Hesse 18 - 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11

Succursales

FRIBOURG
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg
Rue de Morat 11 - 1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24

LAUSANNE
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne
Avenue Agassiz 2 - 1002 Lausanne
T. +41 21 318 88 88

LUGANO
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale di Lugano
Via Ginevra 2 - 6900 Lugano
T. +41 91 913 45 00

Agence

ZURICH
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 11 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11

Filiales en Suisse

Edmond de Rothschild REIM
(Suisse) S.A.
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Filiales et bureaux à l'étranger

ALLEMAGNE
Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH
Anna-Louisa-Karsch-Strasse 3
10178 Berlin
T. +49 30 374 36 38-20

Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH
Taunusanlage 16
60325 Frankfurt-am-Main
T. +49 69 743 03 88-0

Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH
Müllerstrasse 27 - 80469 München
T. +49 89 52 03 56 20

ÉMIRATS ARABES UNIS
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office
The Maze Tower-902
Trade Centre Second
Sheikh Zayed Road
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +9714 346 53 88

FRANCE
Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild REIM
(France) S.A.S.
35, boulevard des Capucines
75002 Paris
T. +33 1 40 06 00 00

ISRAËL
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20 Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00

LUXEMBOURG
Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)

Edmond de Rothschild
Private Equity Luxembourg S.A.
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 74 22-1

MONACO
Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00

Edmond de Rothschild
Gestion (Monaco)
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14

PAYS-BAS
Edmond de Rothschild REIM
(Benelux) BV
Gustav Mahlerplein 121-123
1082 MS Amsterdam
T. +31 20 575 50 80

ROYAUME-UNI
› Edmond de Rothschild (UK)
Limited
› Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited
› Edmond de Rothschild
Capital Holdings Limited
› Edmond de Rothschild Private
Merchant Banking LLP
4, Carlton Gardens
London SW1Y 5AA
T. +44 20 7845 5900

Edmond de Rothschild REIM
(UK) Limited
18, Savile Row
London W1S 3PW
T. +44 20 3206 7910

URUGUAY
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Representación Uruguay*
World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00

**En mars 2022, le Groupe a décidé de fermer cette entité. Dès lors, le processus de liquidation a été entamé.*

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

LUXEMBOURG
Edmond de Rothschild (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 1

Filiales

LUXEMBOURG
Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Europe)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92

Edmond de Rothschild
Asset Management (Luxembourg)
4, rue Robert Stumper
L-2557 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32

Société en joint-venture

JAPON
Edmond de Rothschild
Nikko Cordial Co., Ltd
3-3-1, Marunouchi, Shintokyo Bld. 3F,
Chiyoda-ku, Tokyo #100-0005
T. +81 3 3283-3535

Succursales à l'étranger

BELGIQUE
Agence principale de Bruxelles
Edmond de Rothschild (Europe)
Succursale en Belgique
Avenue Louise 235 – Lobby A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57

Agence d'Anvers
Edmond de Rothschild (Europe)
Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11

ESPAGNE
Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00

PORTUGAL
Edmond de Rothschild (Europe)
Sucursal em Portugal
Rua Dom Pedro V 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60

Edmond de Rothschild (France)

Siège

FRANCE

Edmond de Rothschild (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Agences en France

BORDEAUX

Edmond de Rothschild (France)
Hôtel de Saige
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66

LILLE

Edmond de Rothschild (France)
116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00

LYON

Edmond de Rothschild (France)
27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25

MARSEILLE

Edmond de Rothschild (France)
165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80

NANTES

Edmond de Rothschild (France)
20, rue de la Contrescarpe
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00

STRASBOURG

Edmond de Rothschild (France)
6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00

TOULOUSE

Edmond de Rothschild (France)
22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00

Filiales en France

PARIS

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Edmond de Rothschild
Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11

Edmond de Rothschild
Private Equity (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25

Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00

Filiales à l'étranger

ALLEMAGNE

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Niederlassung Deutschland
Main Building
Taunusanlage 16
60325 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200

CHINE

Zhanghai Fund Management Co Ltd.
29F Shidaijinrong Center 68
Yincheng Middle Road Pudong
200120 Shanghai

ESPAGNE

Edmond de Rothschild
Asset Management (France),
Sucursal en España
Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20

ITALIE

Edmond de Rothschild (France)
Succursale italiana
Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200

ROYAUME-UNI

Edmond de Rothschild
Asset Management (France)
4, Carlton Gardens
London SW1 5AA
T. +44 20 7845 5900